

A 165922

A I T T



ORGANE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS
Asociación Internacional de los Trabajadores — Associazione Internazionale dei Lavoratori — Internationella
Arbetar Associationen — International Working Men's Association — Internacia Laborista Asocio

ADMINISTRATION ET CORRESPONDANCE :
Esgleas, Joseph — AIT-CNT — 4, rue Belfort
C C P 934-56 — TOULOUSE (H. G.)

MENSUEL BILINGUE ★ 34 Année
AOUT-SEPTEMBRE 1962 ★ Num. 54
Abonnement : 1 an 7 NF.

Rédaction : AIT-CNT
Bourse du Travail
Place St-Sernin

LIRE EN PAGES
INTERIEURES :
● Nouveaux remous en Argentine.
● Nouvelles du monde.
● Profonda lotta dei lavoratori de Bari.

Glissements du monde

Il y a un glissement du monde vers les grandes concentrations économiques et politiques. Chaque Etat, chaque consortium industriel, commercial, financier, chaque groupement complexe d'intérêt fouille comme tête chercheuse les horizons, à la recherche de points d'appui. Le but est d'accroître ou de consolider leur puissance dominatrice, d'affaiblir, ou mieux, d'anéantir les rivaux.

Allons-nous vers un renforcement de l'Etatisme, du Capitalisme ? Ou vers le socialisme néo-bourgeois, le socialisme tout court ou le communisme léninisme - marxiste ? Est-ce, enfin, à la renaissance d'un nazi-fascisme version 1962 ou 1970, agissant à l'échelle internationale qu'aboutira cette crise de déséquilibre des systèmes et des structures de notre temps ?

L'aurore libertaire semble encore lointaine, malheureusement. Les peuples, aveugles, ont été et sont éblouis par d'autres visages...

Les forces qui se regroupent avec habileté, avec intelligence et avec acharnement, pour mieux défendre leurs intérêts, malgré toutes leurs rivalités et toutes leurs contradictions, sont des forces autoritaires, dominatrices, qui ont pour ambition d'exercer pendant longtemps leur prédominance, leur pouvoir sur le monde entier ou du moins sur la plus vaste partie de celui-ci. Les réseaux diplomatiques, financiers, économiques, militaires, culturels, techniques, scientifiques jouent leur rôle dans cette course effrénée vers la conquête de la puissance.

Cependant, malgré cet objectif commun ambitieux, tout dans notre monde devient glissant pour ces forces comme pour les autres.

L'humain, le psychologique et l'éthique — facteurs réels, fuyants et incoercibles, imprévisibles aussi — comptent et ont parfois assez de poids pour faire fléchir le plateau de la balance. Les calculs les plus savants peuvent être déjoués par ces facteurs et par d'autres aussi.

Un mythe est définitivement détruit aujourd'hui : il n'y a pas de puissance inébranlable, pas plus aux cieux que sur notre terre. A l'ère nucléaire, celle des spoutniks et des vostoks l'équilibre sidéral même est ébranlé.

Et pourtant, nous sommes en plein essor révolutionnaire. Le capitalisme, ni la démocratie ni le totalitarisme, ne pourront endiguer cet essor.

Et nous, syndicalistes révolutionnaires et libertaires, où en sommes-nous ? Devant ces glissements du monde actuel, faut-il que nous changions de route maintenant ? Pas du tout. Nos prévisions ne font que se réaliser. C'est le vieux monde qui s'écroule, qui a perdu son équilibre, qui éclate sous la pression

Capitalisme, Etat, Dictatures, sont trop lourds et nous écraseront toujours si nous ne les supprimons pas.

★ La libération des peuples doit être œuvre des peuples eux-mêmes.

★ Les classes, la division en classes sociales sont des faits incontestables dans la société actuelle, dans tous les systèmes sociaux actuels.

A. I. T.

des forces biologiques et sociologiques indomptables de nature humaine.

L'Humanité doit poursuivre son chemin vers la Liberté, la Justice, l'Harmonie parmi les hommes et les peuples, vers la Paix ou bien elle sera engloutie et anéantie par le fléau de toutes les puissances destructrices, deshumanisées et rivales.

Au milieu de tout ce chaos et de ces dernières perspectives apocalyptiques c'est encore le soleil lointain du communisme libertaire, celui de l'Anarchie, par son rayonnement d'énergies créatrices, axées sur un équilibre naturel et conscient dans la liberté qui s'offre comme seul idéal susceptible de nous sauver.

La société libertaire peut être réelle. L'anarchisme s'appuie sur l'homme, base de tout ce qui est social. C'est l'unique idéal qui rend à l'homme toute sa plénitude, toute sa personnalité, toute sa liberté, toute sa dignité, sans aucune contrainte. L'anarchisme se dresse face à tous les courants oppresseurs, contre tous les chercheurs effrénés de puissance dominatrice.

L'ordre, l'équilibre c'est dans la liberté, donc dans l'Anarchie, expression majeure de la liberté, de l'ordre. C'est l'autorité, l'Etat, la tyrannie qu'il faut bannir de la Terre; c'est l'exploitation et l'injustice; c'est l'inégalité sociale, l'esclavage, la faim, la misère des peuples. C'est tout cet ensemble de vieilles, mais aussi de nouvelles structures qui, dans l'Est comme dans l'Ouest, en Orient comme en Occident, s'opposent au bonheur humain, à la vraie fraternité des hommes et des peuples.

Conséquence de la crise paysanne en U. R. S. S.

En décrétant, au début de ce mois, une hausse très sensible des prix de vente à la consommation des denrées alimentaires, le gouvernement de l'U.R.S.S. n'ignorait pas — on peut en être certain — qu'il prenait, en cela, certains risques : impopularité vis-à-vis d'une fraction importante des masses soviétiques, avec de faiblesse à l'égard de l'opinion mondiale.

Ce n'est donc pas sans de graves raisons qu'il a été contraint d'agir et plusieurs hypothèses peuvent être faites à ce sujet dont nous ne retiendrons que la suivante, considérée comme la plus valable puisque s'inscrivant impérativement dans les faits et reconnue comme telle par M. Khrouchtchev lui-même : l'offre de denrées alimentaires (produits d'élevage et dérivés, surtout) demeure très en dessous de la demande.

Le leader soviétique tente de se justifier en reprenant entre autres choses un argument déjà avancé par lui précédemment, d'après lequel ce décalage serait dû, avant tout, au fait que les revenus ont augmenté, en U.R.S.S., à une cadence plus rapide que la production. Il ajoute qu'il s'agirait là d'un phénomène temporaire.

DU NEUF DANS DES STRUCTURES SCLEROTISEES

Le décalage en cause est à attribuer, plutôt, à l'état de crise endémique dans lequel se débat, depuis des lustres, le secteur agricole en U.R.S.S. et dont il n'arrive pas à sortir. M. « K » s'est employé pourtant activement à conjurer le sort : élévation du prix d'achat des produits de la terre par le gouvernement, afflux constant de personnels et matériels de renforcement dans les campagnes, intérêt, là aussi, de plus en

plus poussé, des cadres et de la main-d'œuvre au rendement, par un système de primes et une élévation même plus ou moins déguisée des salaires. Mais, les résultats atteints sont loin d'être à la mesure des efforts consentis, sauf, bien entendu, lorsqu'il s'agit des produits émanant des « parcelles personnelles » laissées en propriété à peu près totale aux cultivateurs.

On relève toujours, en effet :

● Une mauvaise organisation des travaux qui provoque pour les personnels et matériels des temps chômés considérables, au total (2 à 4 heures et plus par jour);

● Une utilisation défectueuse des moyens techniques et du parc de machines;

● Une insuffisance d'engrais et d'herbicides;

● Un désordre indicible provenant de modifications successives entreprises à un rythme trop rapide dans les méthodes de cultures : passage brusque de la forme « extensive » à « l'intensive » dans l'exploitation des terres, modification brutale des assolements, priorité impérative donnée subitement aux produits destinés à l'élevage, le tout sans que se soit manifestée encore utilement, la récente réforme des structures, renforçant l'emprise du parti sur les paysans.

Les travaux d'ensemencement de la campagne 1962, effectués ces temps derniers des conditions atmosphériques, par ailleurs, défavorables (chaleur et sécheresse trop abondantes) ont vu réapparaître, à nouveau, toutes ces turpitudes et l'exécution du Plan était notablement en retard à la mi-mai, y compris sur les terres vierges et en Sibérie.

Il semble évident, à la lecture de cette seule hypothèse, de conclure ainsi : quelles que soient les raisons ayant déterminé la hausse des prix, tant que le régime soviétique voudra « faire du neuf » dans des structures sclérosées et inadéquates, tant qu'il usera de méthodes homéopathiques — toutes proportions gardées — là où il faudrait le bistouri du chirurgien, il y a peu de chances pour que la situation agricole s'améliore, dans de brefs délais, du moins, surtout à l'époque où la démographie soviétique est en pleine expansion.

La hausse des prix, si pénible pour ceux qui la supportent, et qui pourrait faire illusion, d'autre part, sur la détermination du régime, ne constitue encore qu'un palliatif.

G. de MEYRRAN

ESPAGNE

L'assemblée internationale de l'Interpol aura lieu à Madrid. Cent soixante délégués de quatre-vingt-deux pays assisteront à ses travaux.

Le « Caudillo » doit être très honoré de ce choix de la capitale espagnole pour la réunion de l'Interpol.

La flotte espagnole a été invitée à participer à des manœuvres navales communes dans la Méditerranée occidentale, bien que l'Espagne ne soit pas membre de l'OTAN; le gouvernement de Madrid pouvait mettre ainsi à la disposition des alliés le littoral situé au sud d'Alicante.

Deux mille ouvriers en grève à Barcelone dans l'usine de matériel électrique Siemens, qui réclameraient une augmentation de salaire. 40 d'entre eux, considérés comme « meneurs » ont été licenciés.



RETOUR DE VACANCES : Ça doit être leur chapeau national. On ne voit que ça là-bas

FOP 2893

Bonn accroît son aide aux Etats africains

Voici quelques jours, l'Allemagne occidentale a accordé au gouvernement malgache un crédit de 25 millions de D.M. (30,5 millions de NF) pour le financement d'un certain nombre de travaux et d'études.

L'ouverture de ce crédit s'inscrit dans la ligne de la nouvelle politique allemande d'aide aux Etats africains. Au cours des derniers mois, le gouvernement de Bonn a conclu des accords de coopération avec une dizaine de pays d'Afrique noire, parmi lesquels le Cameroun, la Guinée, la Libéria, le Kenya, le Sénégal, le Tanganyika, etc. Il accorde également une assistance financière relativement importante à la Tunisie et au Maroc.

La conclusion de ces différents accords traduit le changement profond qui s'est opéré depuis un an et demi dans la politique de Bonn à l'égard des pays en voie de développement.

COMMERCE ET POLITIQUE

Jusqu'au début de 1961, l'aide allemande à ces pays était, en effet, orientée presque exclusivement vers l'Asie : Inde, Pakistan, Indonésie, Iran, en particulier. L'Egypte était le seul pays d'Afrique à recevoir de Bonn une aide substantielle.

Par l'intermédiaire de la C.E.E., les pays africains associés au Marché commun ont, il est vrai, bénéficié depuis 1958 d'une certaine assistance de l'Allemagne de l'Ouest. Mais celle-ci leur était donnée un peu à contre-cœur. Elle était plus considérée à Bonn comme une contribution à l'unité européenne que comme une aide aux pays sous-développés. En outre, cette assistance n'a jamais atteint un chiffre très élevé. Sur les 581 millions de dollars (unités de compte) mis à la disposition du *Fonds Européen de Développement* pour la période 1958-1962, l'Allemagne en a fourni 200 millions, soit 40 millions par an (197 millions de NF). C'est fort peu comparé à ce qu'elle fait aujourd'hui pour l'Afrique.

D'après les chiffres officiels, l'aide allemande au tiers monde atteindra pour les deux années 1961 et 1962, 7,5 milliards de D.M. d'autorisations de programme et 4 milliards de D.M. de crédits de paiement (9,2 et 4,9 milliards de NF). Dans ces chiffres, est naturellement comprise l'aide multilatérale, c'est-à-dire la contribution de Bonn au *Fonds Européen de Développement*, au *Fonds Spécial des Nations Unies*, à la F.A.O., etc.

L'Extrême et le Moyen-Orient recevront, en gros, les trois cinquièmes de ces sommes, l'Afrique un cinquième, l'Amérique latine entre un sixième et un septième. Par rapport à sa population, l'Afrique bénéficie donc actuellement de la part de l'Allemagne d'une aide plus importante que les autres continents.

A quoi est dû ce renversement de la politique de Bonn ? Pour une part sans doute au désir du gouvernement fédéral d'aider les exportateurs allemands à trouver de nouveaux débouchés. Depuis trois ans, les exportations allemandes en Afrique ont plus que doublé. Celles vers les anciens territoires français ont notamment augmenté dans de très fortes proportions.

Mais les soucis d'ordre commercial doivent néanmoins n'avoir joué qu'un rôle secondaire dans l'évolution de l'attitude allemande à l'égard de l'Afrique. Une raison politique se trouve à l'origine de cette évolution ; le désir de combattre l'influence des pays de l'Est.

Si le gouvernement allemand a considérablement accru depuis un an et demi son aide à l'Afrique, le secteur privé est, en revanche, toujours réticent pour y investir. Les firmes allemandes qui se sont installées dans les anciens territoires français d'Afrique noire depuis l'accession de ceux-ci à l'indépendance peuvent presque se compter sur les doigts.

L'intérêt des hommes d'affaires allemands pour le Maroc n'est pas plus grand. *Krupp* a ouvert, il est vrai, un bureau d'études à Casablanca et quatre banques d'outre-Rhin, la *Dresdner Bank*, la *Deutsche Bank*, la *Commerzbank* et la *Westfalen Bank* ont acquis une participation dans la *Banque Marocaine de Développement*. Mais, au contraire de l'industrie italienne, l'industrie allemande n'a pris part à la réalisation d'aucun des grands projets qui ont vu le jour ces derniers temps.

Le peu d'enthousiasme du secteur privé allemand à investir en Afrique est dû à des grandes causes diverses : man-

que de spécialistes des problèmes africains, crainte des risques politiques et, surtout, relative pauvreté en capitaux des grandes entreprises d'outre-Rhin. Les investissements que celles-ci effectuent dans le cadre du Marché commun réduisent considérablement leur possibilités d'investir dans le reste du monde. A cela s'ajoute que les bénéficiaires de la plupart des sociétés allemandes sont aujourd'hui en baisse du fait du ralentissement de l'expansion et des hausses de salaire.

DEVELOPPEMENT DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE

Dans le domaine de l'assistance technique, le secteur privé fait, par contre, un gros effort en faveur des pays en voie de développement, en particulier de l'Afrique. Plusieurs instituts donnent des bourses à des étudiants et à des stagiaires de ces pays. Le plus important est la *Carl Duisberg Gesellschaft* de Cologne dont le conseil d'administration comprend à la fois des représentants du patronat, des syndicats ouvriers et du ministère des Affaires étrangères. La *Carl Duisberg Gesellschaft* a actuellement en charge 6.000 stagiaires africains et asiatiques.

Citons aussi la *Deutsche Stiftung für Entwicklungsländer* de Berlin-Tegel dont le but est de former le personnel dirigeant des pays en voie de développement. La *Deutsche Stiftung für Entwicklungsländer* organise chaque année des séminaires sur des sujets précis (l'exploitation forestière, la presse et la radio, le commerce, la formation des adultes, etc.) auxquels participent des Africains, des Asiatiques et des Allemands. En 1961, elle en a organisé huit. Seize sont prévus cette année.

Fr. CHARBONNIER

Carmen et José chez Dupont

CHOSSES VUES ET ENTENDUES
ENTRE LE PASEO DE WAGRAM ET
ALICANTE-SUR-SEINE, TERRES
D'ESPAGNE AU CŒUR DE PARIS

— Si tu m'avais vue, sur le quai de la gare, on m'aurait donné les 10.000 francs pour retourner que je repartais tout de suite. Moi, à Paris, et tout seule. Alors, je me suis mise à pleurer.

— Tu as vraiment pleuré ?

— Qu'est-ce que tu voulais que je fasse d'autre ?

Bien sûr, il n'y avait rien d'autre à faire. Quand on a dix-huit ans à peine, qu'on arrive de la province de Murcia ou de Valencia, généralement d'un village perdu que l'on a jamais quitté, et qu'un matin d'octobre on se retrouve seule, en gare d'Austerlitz, sans un sou en poche, il y a de quoi se frapper la poitrine et se lamenter d'un pareil destin. Une demoiselle de Tarbes ou de Quimper qui arrive pour la première fois à Paris n'est pas sans ressentir, au début, une angoisse parfois difficile à chasser. Que dire alors de ces jeunes Espagnoles qui ajoutent au dépaysement les mystères d'une langue qu'elles ne comprennent pas ?

Dieu merci, c'est le cas de le dire, l'éplorée n'est pas partie sans l'autorisation de son confesseur, qui lui a remis une lettre de recommandation pour un prêtre de la mission espagnole. Et ce bout de papier épinglé contre la poitrine, avec les scapulaires et les médailles, c'est à peu près toute sa fortune. Habitue à s'en remettre à la Providence et à ceux qui sont censés l'incarner dans cette vallée de larmes, elle ne doute pas que le miracle va se produire. En attendant, elle commence son apprentissage de la vie parisienne en faisant queue pour prendre un taxi (mieux vaut dépenser son dernier billet que s'aventurer dans le métro). Il la con-

duira vers la rue Saint-Didier ou la rue de la Pompe. Là, des organismes religieux accueillent les Espagnoles qui déferlent quotidiennement sur Paris.

Cette invasion aussi bruyante que pacifique a commencé il y a quatre ou cinq ans et atteint en ce moment son maximum, au point qu'on ne dit plus : « C'est un étranger », mais « C'est un Espagnol », pour peu que cette personne ait le type latin. Nous avons maintenant les Espagnols de Paris, comme autrefois les Russes de Nice, et M. Dupont rencontre, chaque jour, plus d'une Carmen et d'un José. Ces derniers n'ont d'ailleurs rien à voir avec les personnages de Mérimée, ces gaspilleurs qui passaient leur temps à jouer du coudeau ou de la guitare.

Carmen et José sont infiniment plus sérieux, et s'ils viennent en France, c'est pour gagner leur vie mieux qu'en Espagne. Leur nombre est important. Il y avait en juillet 1960 vingt-neuf mille quatre-vingt-trois femmes et onze mille cent dix-sept hommes. A cette quarantaine de mille que l'on appelle à la Préfecture de police des « nationaux », c'est-à-dire des étrangers pourvus de papiers officiels et de titres de séjour, il faut ajouter les sept mille réfugiés et les quatre ou cinq mille « flottants » qu'il est quasi impossible de contrôler. Vous comprenez aisément que le dimanche certains coins du Bois de Boulogne ressemblent au Montjuich de Barcelone, et que des plaisantins aient baptisé l'avenue de Wagram, côté gauche, en descendant de l'Etoile vers les Terres, l'avenue de Madrid.

Et d'abord, d'où viennent ces Espagnols ? La plupart de Murcia, Barcelone, Valencia ou Alicante. Le plus souvent des villages qui entourent ces « capitales de provincia », l'équivalent de nos Préfectures. Ils viennent en groupe de quatre ou cinq, imitant les Galiciens qui, chaque été, descendent en Castille faire la moisson, formant une « cuadrilla » de quatre hommes et une femme. Il est à noter que les régions d'où viennent les Espagnols de Paris, la Catalogne, le Levant, le haut de l'Analousie, sont précisément celles que visitent volontiers les Français. Et sitôt franchies les Pyrénées, nous oublions nos griefs contre notre pays, et tout devient pour le mieux dans la meilleure des Francs possibles. Propagande involontaire ou chauvinisme à nos propos éditent ceux qui nous écoutent et, peut-être, les éveillent, les portent à espérer.

Pourquoi partent-ils ? Parce que d'autres sont partis, c'est la grande réponse, et les mandats qu'ils envoient ressemblent bientôt à ces montagnes d'or que les conquérants découvraient au Pérou... Parce que d'autres, ils sont beaucoup plus rares, ne reviennent plus et font venir leur famille. Avant même de savoir dire bonjour ou bonsoir en français, on apprendra les mots magiques de Sécurité Sociale, d'Assurance et de prime à la grosseesse. Pourquoi hésiter d'avantage ? Ils vivent mal, sans grand espoir de changements. On naît pauvre, on le reste, et cela depuis des siècles. Autant aller vivre ailleurs, et dans cet exil trouver une chance d'améliorer son sort.

A ce désir légitime et légitimé par le très bas niveau de vie des ouvriers en Espagne s'ajoute cette vieille inclination picaresque, dont parlait déjà Cervantès, et qui dispersait, aux siècles d'or, la jeune Espagne aux quatre coins de l'Europe. Il y a de l'aventureux dans chaque Espagnol. Le fait de vivre au jour le jour dans l'Espagne d'aujourd'hui exige les qualités d'endurance et d'héroïsme qui conduisirent leurs ancêtres à découvrir l'Amérique, et qui les conduisent plus modestement à découvrir Paris et Boulogne-Billancourt.

L'appât du gain les pousse. Quand une bonne Espagnole apprend qu'elle peut gagner en France quatre ou cinq fois ce qu'elle gagne à Castellon de la Plana, il faut que les intérêts familiaux, sentimentaux ou autres soient bien forts pour l'empêcher de partir vers ce nouvel Eldorado. Et cette fièvre saisit aussi bien la vieille de quarante ans — car une femme à cet âge est vieille en Espagne — que le garçon qui vient de terminer son service militaire, que la fille qui achève son service social, où elle a appris, dans la mesure de ses moyens, à servir Dieu et la patrie.

JEAN CHALON

En guise de réponse à Franco ?

L'Episcopat veut une révision des rapports patrons-ouvriers

« Les évêques métropolitains d'Espagne ont demandé aujourd'hui une révision des relations ouvrières-patronales à la lumière de « Mater et Magistra », une encyclique sociale publiée par Jean XXIII en 1961.

Dans une déclaration conjointe les évêques demandent aux employeurs d'examiner leurs consciences afin de savoir s'ils paient « un salaire équitable, qui pourrait bien ne pas coïncider avec le salaire minimum ».

Ils demandent aux travailleurs de reconsidérer si dans la « défense juste et nécessaire de leurs intérêts, ils tiennent compte des intérêts de la nation et des conditions dans lesquelles se trouve la firme qui les emploie ».

Cette prise de position des évêques espagnols survient le lendemain même de la déclaration du chef d'Etat Francisco Franco dans laquelle il affirmait que son régime a « bâti un édifice social

inspiré des encycliques pontificales ».

« Parfois même, précisait Franco, nous sommes allés plus loin que ces encycliques. Et, tout récemment, quand cette belle encyclique « Mater et Magistra » a été publiée, nous l'avons accueillie avec allégresse parce que, en Espagne nous en appliquons le contenu depuis 20 ans ».

On se souvient que l'hiver dernier plusieurs voix se sont élevées au sein de l'episcopat espagnol pour signaler la situation alarmante des travailleurs et réclamer notamment que le salaire moyen fut élevé jusqu'au minimum vital. Plusieurs autres interventions de mouvements catholiques avaient attiré l'attention ces derniers temps sur le malaise qui règne dans les milieux ouvriers d'Espagne.

Le printemps dernier plusieurs grèves éclataient et donnèrent l'occasion à l'episcopat d'intervenir publiquement et de provoquer des réactions gouvernementales

(Suite page 3)

PAS D'OUBLI

« Nous sommes fascistes parce que nous trouvons nos origines dans les principes mussoliniens ; nous sommes nazis parce que dans les doctrines nationales socialistes vibrent notre foi et notre doctrine. »

(Extrait de Principe de la Phalange espagnole.)

« Je souhaite de tout mon cœur que le grand Reich allemand réussisse à atteindre ses buts immortels sous le signe glorieux de la croix gammée et sous votre géniale direction. Heil Hitler ! »

(Télégramme adressé par Franco à Hitler en février 1937.)

« Soldats de la Rome impériale ! Vous êtes nos frères préférés parce que vous combattez avec nous dans la Sainte Croisade contre le communisme et les démocraties. »

(Extrait de la réponse de Franco à l'ambassadeur d'Italie venu lui présenter ses lettres de créances, le 2 août 1937.)

« Je dois vous remercier une fois de plus, Führer, pour votre offre de

solidarité. Je réponds avec l'assurance de mon indéfectible attachement à votre personne, au peuple allemand et à la cause pour laquelle vous combattez. J'espère que la défense de cette cause me permettra de resserrer les vieux liens de camaraderie qui existent entre nos armées. Je considère, comme vous, que le sort vous a lié indissolublement au Duce et à moi-même. Notre guerre civile a été marquée, dès le début, de cet esprit. Nous sommes aujourd'hui plus étroitement unis l'un à l'autre que jamais. N'ayez aucun doute sur ma loyauté en ce qui concerne l'union fondamentale avec l'Allemagne et avec l'Italie. Je veux écarter de votre esprit toute espèce de doute à ce sujet et vous affirme que je suis entièrement à votre disposition, convaincu que si je désertais la cause qui nous est commune, j'irais à ma perte, entraînant avec moi l'Espagne. »

(Extrait d'un message adressé par Franco à Hitler et trouvé dans les archives diplomatiques allemandes.)

NOUVEAUX REMOUS EN ARGENTINE

Le péronisme n'a pas été un accident et son idéologie sert encore de base à la vie nationale

Quelles sont les chances du communisme en Argentine, ou plus exactement dans quelle mesure l'intensité et l'efficacité de la propagande communiste ont-elles modifié le panorama politique du pays ? La réponse à cette petite question est simple. La situation politique et institutionnelle de l'Argentine — qui n'a cessé de s'aggraver depuis la consultation populaire du 18 mars dernier — est dominée par une équivoque, une erreur fondamentale qui veut représenter — consciemment ou inconsciemment — le groupe péroniste comme un secteur de l'opinion soumis au communisme.

Cette confusion journalièrement entretenue dans les esprits par la propagande adverse est à la base de la crise politique actuelle. Elle est aussi la cause principale du conflit qui a eu pour cadre les formes armées argentines. On a beaucoup parlé de la crise argentine, mais sans jamais admettre que les observateurs, qui n'avaient pas envisagé l'éventualité d'une victoire péroniste, étaient mal informés, ou — ce qui paraît plus probable — se refusaient obstinément à voir la coloration de l'échiquier argentin après l'avènement de Peron. Depuis près de vingt ans l'Argentine n'est plus le pays conservateur ou radical du passé.

Elle a été marquée par l'évolution générale du monde, et elle s'est stabilisée autour d'un système politique et social instauré par l'ancien chef de l'Etat. Ce système, que Peron lui-même a baptisé « troisième position », pour indiquer qu'il était en marge des deux idéologies qui se partagent le monde, n'a pas été un accident dans l'histoire de l'Argentine, et sa formule idéologique sert encore de base à la vie nationale.

Dans la clandestinité, durant sept ans, la péronisme a réussi à maintenir son unité et à poursuivre son action politique et sociale dans tout le pays. Malgré les multiples tentatives du communisme pour noyauter les différentes organisations péronistes les masses sont restées fidèles à la formule idéologique de leur ancien chef. A deux reprises — le 28 février 1958 pour l'élection de l'ex-président Frondizi et le 18 mars dernier pour les élections provinciales et nationales — elles ont répondu automatiquement aux mots d'ordre donnés par les responsables du mouvement justicialiste. L'actuelle crise du régime — car il s'agit bien d'une crise de régime politique et social — a été déclenchée par le désir avoué des forces armées de placer de nouveau le groupe péroniste en marge de la communauté nationale. En fait, le gouvernement « démocrate militaire », que préside le Dr Guido, a déjà prononcé la mise sous contrôle de toutes les provinces, l'annulation des élections, la mise hors la loi des péronistes, la réforme de la loi électorale et la modification du statut des partis politiques.

Mais le gouvernement Guido pourrait-il maintenir jusqu'à la date encore éloignée de la prochaine consultation populaire 35 % de la population argentine dans cet état que Toynbee appelle un état de « prolétariat interne », c'est-à-dire dans la situation d'une masse condamnée à vivre dans un système politique et culturel dont elle est en fait complètement exclue ? En outre, il est peu probable que ce prolétariat accepte d'être exclu des prochaines compétitions électorales. Il est certain que les chefs du mouvement justicialiste sont décidés à obtenir leur place dans la direction des affaires publiques par les voies légales qu'offre le libre jeu des institutions démocratiques. Cette volonté est clairement exprimée dans le texte du long message adressé le 1er mai dernier par le gouverneur Framini à ses électeurs et, au-delà de la province de Buenos-Aires, à toute la nation. Les observateurs étrangers qui ont dépeuplé attentivement ce document considèrent que les solutions qu'il propose peuvent servir de base au projet d'union de certains groupements politiques pour la formation d'un front d'action populaire que le clergé argentin envisage de créer. Ce rassemblement politique serait présenté à l'opinion argentine sous la forme d'un bloc populaire chrétien. Mais les efforts actuels du monde catholique atteindront-ils leur objectif de large réconciliation nationale et fourniront-ils à la crise argentine une formule valable de dénouement ? La

formule de regroupement du radicalisme argentin paraît aujourd'hui dépassée. Comme est dépassée la proposition d'union des forces péronistes et des forces de l'U.C.R.I. formulée dans le message adressé en mai dernier par l'ex-président Frondizi à Peron en Espagne.

Quel est l'enjeu réel de ces deux projets ? L'apport électoral que représentent les suffrages de l'U.C.R.I. soit à l'union des deux radicalismes, soit au groupe justicialiste. Pour juger exactement la valeur de cet apport il est indispensable de rappeler les conditions dans lesquelles la dissidence du radicalisme argentin s'est produite. L'U.C.R.I. a été fondée par le Dr Frondizi immédiatement après la chute de Peron, en novembre 1955. Ce nouveau parti a accueilli dans ses rangs à la fois les dissidents du radicalisme nuance Balbin et les péronistes pressés de se « dédouaner » en quittant un groupe politique que les

événements de l'époque plaçaient dans l'opprobre de la nation. Aujourd'hui, où un glissement général s'opère dans le domaine politique, les deux tentatives de regroupement populaire — celle du radicalisme et celle d'un front populaire chrétien — posent le problème majeur de la répartition des forces de l'U.C.R.I. Les observateurs qui connaissent bien l'échiquier argentin affirment que 50 % des militants du parti de l'ex-président Frondizi sont des transfuges du péronisme, qui préféreront — lors d'une consultation électorale — apporter leurs voix à un front populaire chrétien plutôt que de joindre leurs suffrages à ceux des radicaux sur les listes d'un radicalisme animé par le Dr Balbin, actuel président de l'U.C.R.I.

Deja dans le domaine économique un certain malaise se fait sentir. Le monde ouvrier — sans le soutien duquel la seconde expérience Alsogaray est vouée

à l'échec — est violemment opposé à l'application de tout programme d'austérité. Son refus est essentiellement politique. Freiner la production nationale est une des consignes permanentes du parti communiste à l'usage des pays capitalistes. Sous cet angle, la situation intérieure argentine a pris maintenant une forme dangeuse. Le programme d'action politique du gouvernement Guido restera en opposition violente avec les masses ouvrières tant que le problème de l'intégration — sous une forme ou sous une autre — des péronistes dans la communauté nationale ne sera pas réglé. Aujourd'hui on peut encore affirmer que l'infiltration communiste en Argentine est assez limitée et que la propagande extrémiste — castriste ou communiste — n'a pas réussi, après sept années d'efforts incessants, à modifier le climat politique du pays. Mais demain !..

H. JANIÈRES

Le prolétariat international est en deuil

André Renard, le leader syndicaliste belge, qui, pendant les mois de décembre 1950 et janvier 1961, au cours de la grève « sauvage » restée présente à l'esprit de tous, avait concentré sur lui l'attention des travailleurs du monde entier, n'est plus.

Atteint, début juillet, d'une hémorragie cérébrale, provoquée par le surmenage, il n'a pu, malgré deux interventions chirurgicales, échapper à la mort qui l'a terrassé le 20 courant, à Seraing (Belgique) où il habitait.

Notre camarade était l'animateur du Mouvement Populaire Wallon (M. P. W.) et rédacteur en chef de « La Wallonie ».

Orateur remarquable, il accaparait littéralement les foules qui ne manquaient pas une occasion de se déplacer pour l'écouter et bénéficier de ses enseignements.

Celui qui fut surnommé à juste titre « L'homme fort de la Wallonie » ne désarma jamais depuis le début du conflit qui opposa l'admirable et courageux prolétariat belge à la meute immonde des suppôts à la solde du capitalisme affameur.

Cette grève constitua une belle leçon

pour tous. L'absence de maturité de la majorité des participants ne pouvait évidemment laisser envisager un autre aboutissement que celui enregistré, mais elle a permis de mesurer les possibilités immenses que les exploités auront à leur disposition quand ils sauront enfin discipliner leurs efforts, les coordonner — dirigeants des centrales collaboracionnistes exclus — avec les forces réelles du syndicalisme international, ce qui les rendra irrésistibles. Car le mouvement qui s'est développé en Belgique a évolué presque sans soutien ; la parodie d'appui financier des organisations syndicales et partis politiques de l'extérieur, dits de « gauche », qui vient d'ailleurs de se renouveler sur un autre terrain, immédiatement avant les vacances, ne pouvant être considérée comme une aide valable.

A l'intérieur, tous les calottins, archevêque de Malines en tête, disparu depuis — il doit avoir une belle place en enfer, s'il en existe un, ce dont nous doutons fort — ; les socialistes, avec leur porte-drapeau Léo Collard, toujours présents lorsqu'il s'agit de défendre les privilèges des affameurs ; les comparses de moindre importance ; en un mot, tout

ce que le pays compte de réactionnaires firent front pour neutraliser et faire échouer ce mouvement qu'ils qualifièrent d'insurrectionnel alors qu'il n'avait d'autre but que d'empêcher le vote de la fameuse « loi unique », qui était tout simplement inique.

Rien ne fut négligé pour tenter d'abattre les grévistes et leur animateur André Renard. Né en France, à Valenciennes, bien que Belge, celui-ci fut présenté pendant la grève comme « un étranger venant semer le trouble dans le pays ». Catalogué aussi comme nationaliste wallon, ce champion du fédéralisme continua la lutte sans désamparer ; seule la mort parvint à le terrasser.

Aucun homme n'est irremplaçable, heureusement ; mais comme on dit dans le Nord, momentanément la disparition d'André Renard fait « perdre une rude journée » au prolétariat belge et international.

Le principal collaborateur du disparu, André Genot, qui bénéficie d'une bien lourde succession, saura, nous en sommes persuadés, se hisser au niveau de la situation, et faire progresser vers son but la tâche libératrice commencée par son prédécesseur.

Quant à nous, conscients de tous les précédents vécus, des trahisons répétées de ceux qui se prétendent des nôtres et ne sont en réalité que nos ennemis de classe, employons-nous à éliminer nos faiblesses, afin d'être mieux armés lors des luttes futures. Eduquons sans relâche : démontrons à tous les égarés que leur libération ne peut venir du système actuel ; dénonçons avec la même persévérance les mystificateurs de toute appartenance.

Ainsi, le sacrifice de leur vie, consenti par les bienfaiteurs de l'humanité, dont André Renard est le dernier en date, n'aura pas été accompli en vain.

(De « Le Combat Syndicaliste ».)

NOUVELLES du MONDE

INDONESIE

L'armée est dotée de fusées sol-air soviétiques. L'Indonésie a obtenu de l'URSS des chasseurs supersoniques Mig-21, des fusées téléguidées et d'autres armes.

JAPON

Le Japon a réussi à mettre en marche son premier réacteur atomique. Il a une puissance énergétique de 10.000 kilowatts. Coût : 2 milliards 300 millions de yens.

ALGERIE

Pour sauvegarder l'union, la majorité des congressistes a accepté la conversion de la réunion que devait être le Ve Congrès de la U.G.E.M.A. en une conférence nationale préparatoire de ce Congrès d'étudiants, qui se tiendrait l'an prochain.

CANADA

Réal Coutte, l'homme qui considère Hitler et Mussolini comme ses « héros politiques », a fait élire dans la province de Québec 26 députés, dont le poids sera déterminant au Parlement d'Ottawa.

RIO DE JANEIRO

A la suite des événements politiques dans le pays, 12 millions de travailleurs sont restés en grève.

ESPAGNE

Asturies. . . Nombreuses déportations dans d'autres provinces, d'ouvriers considérés suspects pour avoir participé aux dernières grèves.

FRANCE

La France aura dépensé en 1962 cent milliards pour les rapatriés d'Algérie. La dépense s'élèvera à 500 milliards d'anciens francs en 1963.

Le cap de dix millions d'étudiants et d'élèves atteint pour la première fois en 1961-62 sera largement dépassé à la rentrée.

En 1947 le Parti Communiste français comptait 1.034.000 adhérents. En 1950, 786.865. En 1954, 506.150. En 1956, 429.633. En 1959, 425.150. En 1959, 425.150. En 1961, 407.000.

AMERIQUE DU NORD

Les Etats-Unis sont très intéressés par les richesses du Congo ex-belge. Les gisements de pontalite surtout au Katanga, le fameux minerai secret, excitent la convoitise des Américains, qui veulent s'en assurer l'exclusivité. Ce minerai sert à recourir les fusées et des avions ultra-modernes comme le X-15. C'est le seul matériau connu qui résiste aux hautes températures que provoque la « rentrée » brutale dans l'atmosphère.

POPULATION MONDIALE

Dans la seule période 1950-61, la population du globe a augmenté de 500 millions d'êtres.

L'humanité se développe au rythme de 45 millions de personnes par an, soit une France de plus chaque année. Il y a sur la Terre 3 milliards d'êtres humains. En 1820 on comptait 1 milliard. En 1930, on en dénombrait 2. La population du globe atteindra 6 milliards d'êtres en l'an 2.000.

ZEDA

En guise de réponse...

(Suite de la page 2.)

les qui mettent maintenant à jour un malaise dans les relations Eglise-Etat.

On le voit bien : L'épiscopat espagnol donne à entendre aux employeurs d'après « Mater et Magistra » que le « salaire minimum » n'est pas équitable ; celui qu'ils paient non plus d'ailleurs.

D'autre part, Franco se vante d'être allé — lui et les siens — plus loin que les encycliques papales, ce qui en d'autres termes signifie que l'Eglise n'est pas plus avancée que le franquisme côté salaire comme matière sociale.

Et ce qui est plus clair encore c'est qu'en Espagne Franco et l'Eglise se soutiennent mutuellement et ils s'arrangent toujours pour duper le peuple.

Personne ne veut mourir pour Berlin : ni Durand, ni Smïth ni Popov, et c'est là une disposition d'esprit que les familles berlinoises peuvent parfaitement comprendre.

François MUSART

Le Japon en quête de débouchés

PREMIERS SIGNES D'UN « DEGEL » COMMERCIAL AVEC PEKIN

Dans une déclaration qui a fait un certain bruit à Tokyo, M. Ikeda, premier ministre japonais, a annoncé au début du mois d'août que son gouvernement se propose de mettre en œuvre une nouvelle politique dans le domaine des échanges commerciaux avec la Chine communiste, en vue d'accroître les exportations du Japon vers ce pays. A la même date, une importante mission privée des milieux d'affaires japonais quitte Tokyo pour se rendre à Moscou. Les entretiens qu'elle a eus pendant quinze jours avec les dirigeants soviétiques ont eu des résultats qui dépassent ses espérances : elle y a signé d'importants contrats, qui font augurer un nouveau développement des échanges entre le Japon et l'U.R.S.S.

Certes, cette double ouverture vers l'Est ne signifie en aucune façon, il est à peine besoin de le souligner, un changement d'orientation dans la politique du Japon, qui reste le ferme allié du monde occidental. Mais elle montre du moins, disent à Tokyo les observateurs diplomatiques, que la politique étrangère nipponne, très sensible aux impératifs économiques, ne veut pas, dans le domaine des échanges extérieurs, mettre, comme on dit, « tous ses œufs dans le même panier » et s'interdire de faire des affaires avec ses voisins de l'Est. Le Japon a un besoin urgent d'accroître ses ventes au dehors pour améliorer sa balance commerciale. L'Amérique et l'Europe ne semblent pas pouvoir lui offrir tous les débouchés qu'il cherche, et il redoute la concurrence des pays du Marché commun. Il estime donc parfaitement légitime de chercher à l'Est des marchés nouveaux, qui seront pour lui essentiellement des marchés de substitution ou de complément. Enfin, en ce qui concerne la Chine, il s'inquiète de voir les pays européens développer leurs affaires avec ce pays alors qu'il est lui-même en grande partie exclu.

VERS UNE AGENCE SINO-JAPONAISE

Les relations commerciales entre la Chine et le Japon avaient été complètement interrompues en février 1958, par l'initiative du gouvernement de Pékin. Elles ont repris très modestement en 1961, Pékin ayant un peu assoupli son attitude. La Chine communiste accepte maintenant de passer des marchés avec des firmes japonaises « amies », c'est-à-dire des firmes privées agréées par elle, sur recommandation du parti socialiste ou des organisations syndicales du Japon.

Le système des « firmes amies » n'est pas satisfaisant aux yeux du gouvernement japonais, et celui-ci a décidé d'entrer dans le jeu : là est la nouveauté de la déclaration de M. Ikeda. Il a décidé que l'heure est venue de créer une forte agence ou association commerciale groupant les plus grosses sociétés intéressées au commerce avec la Chine, et d'apporter à ce groupement le soutien actif du gouvernement. L'association procédera probablement de la réorganisation d'une société déjà existante, la Société sino-japonaise d'import-export. Elle est en veilleuse depuis 1960 et ne réunit guère que des firmes secondaires. En la ranimant, on y ferait entrer le « gros business » japonais, avec des firmes comme Mitsubishi et Mitsui.

Commentant l'annonce du premier ministre, faite le 6 août, le nouveau ministre des Affaires Etrangères, M. Ohira (successeur de M. Kosaka à la suite du récent remaniement ministériel à Tokyo) a déclaré que certains signes montrent que la Chine elle-même a le désir d'accroître ses échanges avec le Japon. A l'appui de cette affirmation, on peut citer en effet une offre de la Chine faite au début de cette année pour un échange à long terme de charbon à coke et de minerai de fer chinois contre des produits métallurgiques et de l'équipement japonais, moyennant l'octroi de crédits par les banques de Tokyo.

Le gouvernement japonais a donc bon espoir, disait en substance M. Ohira, de voir Pékin accepter maintenant une formule plus large que celle des « firmes amies ».

L'ATTITUDE AMERICAINE

Il reste à savoir quelle sera la réponse de Pékin à cet « appel du pied », le premier qu'ait tenté un gouvernement japonais depuis la rupture de 1953. Pour

le moment Pékin n'a ni répandu ni réagi. Mais à Tokyo les milieux gouvernementaux et les cercles économiques espèrent une réaction favorable. La Chine traverse actuellement une crise économique difficile, soulignent-ils. L'assistance qu'elle reçoit de la Russie est très réduite depuis deux ans. Il est de son intérêt de ne pas s'obstiner davantage dans son refus de commercer avec le Japon.

Certaines indications officieuses sont venues de Washington, montrant que les autorités américaines n'envisagent pas d'un bon œil ces nouvelles perspectives. Les Américains ne feront sans doute pas obstacle aux projets du Japon, mais on doit s'attendre à ce que plus ou moins ouvertement ils lui adressent une sérieuse mise en garde. On peut prévoir que le Japon enregistrera poliment une pareille démarche, mais qu'il passera outre. Un de ses arguments est qu'il n'est pas seulement important pour lui d'accroître ses échanges avec la Chine à cause de leur valeur économique. Ce progrès pourrait avoir une valeur politique en amenant la Chine à plus de souplesse dans sa politique extérieure, si elle veut avoir des échanges accrus avec les pays de l'Ouest. La chose vaut au moins d'être tentée, dit-on à Tokyo.

Un des problèmes à résoudre, si l'on progresse dans cette voie, serait l'ouverture de crédits dont la Chine aura certainement besoin, car ses ressources en devises sont limitées, et ce n'est un secret pour personne qu'elle a de sérieuses difficultés financières. Dans ce domaine-là, M. Hhira a indiqué que le Japon serait prêt à se montrer accommodant, étant entendu cependant que la Chine ne doit pas s'attendre à obtenir des conditions de paiement privilégiées par rapport aux autres pays communistes et à l'URSS.

R. GUILLAIN

Atomes, Congrès et pain

L'explosion nucléaire dans les cosmos que les Etats-Unis viennent de provoquer après une série d'autres expériences atomiques de caractère militaire, a profondément choqué de très larges couches de l'humanité.

Ce n'est pas seulement à l'Est que des protestations se sont élevées : à l'Ouest également l'initiative américaine a fait l'objet de critiques sévères. Les plus modérés ont parlé d'un « mal nécessaire », mais les savants les plus éminents n'ont pas caché leur inquiétude commune quant aux suites possibles de cette expérience dans le cosmos et de toutes les autres.

Nous pensons que la voix des organisations de travailleurs doit se faire entendre, une fois de plus, pour condamner le geste posé par les Américains de la même façon qu'ont été condamnées les expériences nucléaires effectuées par les Soviétiques, les Anglais et les Français. Car, ce qu'il y a d'inquiétant, de dramatique dans le monde où nous vivons c'est que chaque grande puissance prend prétexte des agissements des autres pour justifier ses propres gestes devant l'opinion publique. C'est ainsi que la récente « série » d'explosions américaines fut précédée, il y a quelques mois, par les expériences soviétiques de la Nouvelle-Zemble, lesquelles faisaient suite aux expériences anglaises (îles Christmas), français (Sahara), etc., américaines (îles du Pacifique et désert du Nevada).

Dans ces conditions, n'est-ce pas jouer aux Don Quichotte en renouvelant des protestations qui jusqu'à présent, n'ont pas été suivies d'effets ?

Nous ne sommes pas de cet avis. Nous croyons que les travailleurs, les populations ne peuvent pas abdiquer. C'est leur droit à la vie qui est en jeu. Leurs protestations finiront par être entendues.

La situation internationale et les difficultés qu'elle suscite a été longuement évoqué au congrès mondial de la paix qui s'est tenu à Moscou ainsi qu'au septième congrès mondial de la C.I.S.L. qui s'est déroulé à Berlin, du 5 au 13 juillet.

Du congrès de Moscou nous ne parlerons guère puisque nous n'en savons

L'ESPAGNE

L'Espagne, en effet, ressemble à l'Europe du moyen âge, lors que les communes jouissaient d'une grande part d'autonomie et lorsque chaque membre jouait un rôle actif dans la conduite de la communauté. Contrairement aux communes allemandes, françaises ou italiennes, qui s'épanouissaient particulièrement dans les villes et se composaient d'artisans et de marchands, les Communes espagnoles s'affirmaient toutefois surtout dans les campagnes, étant composées de paysans et de bergers. Il y avait aussi des Communes de pêcheurs, sur la côte. Les sentiments provinciaux et communaux étaient ainsi très forts et chaque cité était le centre d'une vie sociale intense. Cette autonomie des villes et des villages permettait à l'initiative populaire de connaître son plein développement et la rendait plus individualiste que dans les autres nations car elle avait développé simultanément l'instinct de l'entraide, atrophié partout ailleurs par la croissance de l'Etat.

Il n'y avait naturellement rien de particulièrement remarquable dans ce système « communaliste » ; il y eut une époque où ce système était généralisé ailleurs : rappelons en Russie (le mir), en Allemagne (de Flurzwang), en Angleterre (the Open Field System). Ce qu'il y a cependant de remarquable en Espagne c'est que les Communautés villageoises développèrent sur cette base un système étendu de services municipaux jusqu'à en arriver à introniser un stade avancé vers le communisme libertaire. Quand on considère le nombre des corporations ou confréries qui, jusqu'à très récemment, possédaient de la terre et la travaillaient en commun pour assurer à leurs membres, vieux ou malades, des garanties d'existence ; ou les institutions telles que la Cort de la Seo à Valence qui mit sur pied un système compliqué d'irrigation sur des bases purement volontaires, ou encore le développement surprenant dans les dernières années de

sociétés coopératives de production dans lesquelles les paysans et les pêcheurs pouvaient acquérir les instruments de leur travail, la terre dont ils avaient besoin, les installations nécessaires, et commençaient à produire et à vendre en commun, on doit reconnaître que les classes laborieuses espagnoles montrèrent un talent spontané pour la coopération qui dépasse tout ce qui peut être trouvé aujourd'hui dans les autres pays européens.

C'est en prenant en considération cette croissance positive des institutions communalistes, l'esprit d'entraide démontré des paysans, pêcheurs et artisans, l'esprit d'indépendance dans les villes et les villages que l'on comprend aisément alors pourquoi les idées libertaires trouvèrent un sol aussi propice en Espagne. Idées montrant que l'entraide existait chez les hommes comme chez les animaux et qu'il leur permettait de réaliser leurs aptitudes sociales et créatrices et de vivre indépendants dans une société libre de tout gouvernement central autoritaire.

« Un peuple martyr ». Igualada.

ASSOCIATION CONTRE LE DANGER RADIOLOGIQUE

APPEL

Il semble que le temps soit venu de fonder une association contre le danger radiologique. Celui-ci n'est qu'une partie du risque engendré par les radiations artificielles. Des actions ont été entreprises contre les explosions militaires atomiques, les plus menaçantes par le risque effroyable d'une conflagration qu'elles font planer sur les hommes et en vue de laquelle elles sont poursuivies. Mais les hommes n'ont pas encore uni leurs efforts contre le danger des radiations industrielles ni contre celui des radiations médicales.

C'est contre ce dernier danger que nous nous proposons d'agir. Plusieurs raisons justifient cette action :

1° — Le danger radiologique est important. Les radiations médicales sont toujours la cause de lésions, soit légères et réparables, soit graves, cumulatives, irréparables.

2° — Ce danger est fortement aggravé par l'obligation du dépistage radiologique systématique qui est susceptible d'altérer le patrimoine génétique de l'humanité par l'augmentation des naissances d'enfants anormaux. Cette contrainte radiologique n'est d'ailleurs justifiée par aucune raison médicale authentique.

3° — Ce danger est également aggravé, sans qu'il y ait obligation, par l'ignorance excusable des consultants qui laissent les médecins non radiologues abuser des radiations par ignorance des doses absorbées alors qu'un examen clinique complet, ou éventuellement biologique, suffirait à déceler un mal pour lequel l'examen radiographique ne serait qu'une confirmation et qu'une précision.

4° La contrainte radiologique est une atteinte indiscutable à la liberté personnelle. Des enseignants sont actuellement menacés de sanctions, et parfois poursuivis, parce qu'ils refusent de subir un examen radiologique systématique qui n'est pas justifié médicalement alors qu'ils s'offrent à subir un examen clinique suivi, s'il en est besoin, d'un examen radiographique.

5° — Les menaces dont ces personnes font l'objet nous font un devoir de les aider, de faire connaître leur action, de leur prouver qu'elles ne sont plus seules, de leur fournir des arguments et éventuellement une aide judiciaire.

6° — Beaucoup de personnes et d'associations ignorent encore le danger radiologique. Il nous faut les en avertir, faire œuvre de documentation et de vulgarisation.

Si vous approuvez nos raisons, veuillez participer à notre Association. Copiez et diffusez cet Appel et la Motion constitutive ci-après.

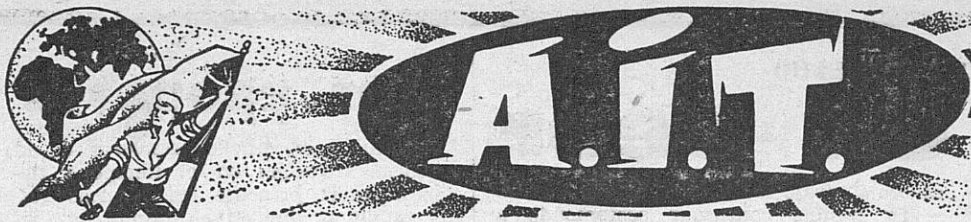
Signatures au 15 juin : Y. M. Biget (Vertou); J. Bouin (Tours); L. Clerc (Chevry-en-Seraine); A. Favreau (Bordeaux); Henryon (Fontoy); Issaurat (Mantreuil); R. Lagarrigue (Meyrannes); M. Montier (Chatellerault); Mounie (Carcassonne); J. et L. Pignero (Crise-roy); P. Roland (Bruxelles).

Ecrire à J. Pignero, Crisenoy (S.-et-M.)

HERVE BROUILLON

(De « Syndicats », organe de la F. G. T. B.)

ANARQUIA ES
LIBERTAD
AUTORIDAD ES
TOTALITARISMO



BDIC

SIN ACCION DIREC-
TA CONSCIENTE DE
LOS TRABAJADORES
NO HABRA TRANS-
FORMACION SOCIAL
EFECTIVA

Número 54

ASOCIACION INTERNACIONAL DE LOS TRABAJADORES

AGOSTO-SEPTIEMBRE 1962

Anarcho-sindacalismo, stato e marxismo

La lotta del proletariato deve risolver-
si contro la borghesia e contro il potere
dello stato. Tale lotta, però, si deve ac-
canire non soltanto contro il potere dello
stato borghese, ma pure, soprattutto e
radicalmente, contro lo stato come tale.

Gli strumenti di forza e di lotta del
proletariato sono ben diversi da quelli
della borghesia, ma anche da quelli, se-
mi-borghesi e reazionari, dell'Internazi-
onale. Essi si riuniscono disciplinatamente
solo se raccolti e impiegati entro
i quadri solidi dei sindacati rivoluziona-
ri unici internazionali, senza distinzione
di territorio dei popoli. Nell'anarcho-sin-
dacalismo si ottiene una funzione tecnica
e sociale del proletariato e dei suoi in-
teressi, indispensabile l'indirizzo antimili-
tarista per saldare la difesa sociale e la
solidarietà umana nel mondo. Nelle na-
zioni e nelle internazionali si frantumano
gli stessi interessi in partecole statali
e in compartimenti stagni nazionali; e
risolvendo in briciole la solidarietà del
lavoro, creando ineluttabilmente una bu-
rocrazia di privilegiati e un piano di
concorrenza, e quindi di conseguenza la
pericolosa persistente gelosia fratricida,
e il perpetrarsi degli attriti sociali e di
oppressione mondiale.

In ordinamento «dell'anarcho-sindaca-
lismo domina l'armonia spontanea norma
dell'interdipendenza dei rapporti so-
ciali e di lavoro, senza possibilità di at-
triti fondamentali. In esso unica linea
possibilità differenziatrice: la distinzione
per categoria di lavoro.

La dialettica determinante del marxista
ha portato molto spesso a diversi
paradossi che noi dobbiamo analizzare
con la severità logica dei nostri presup-
posti.

L'affermazione e realizzazione più per-
fetta dello «Stato Marxista» porta auto-
maticamente alla sua negazione «RIVO-
LUZIONARIA ED ELIMINAZIONE». Ciò
per raggiungere l'eliminazione dello
stato bisogna prima portare alla perfezione
l'organizzazione dello stato. Cioè, ancora,
lo stato che finisce col divorare il «mili-
tarismo con tutti i suoi generali e se
stesso. E la negazione della promessa.
Lo stato è quella cattiva forma di guerra
militarista che ha sempre imposto ai
popoli di tutti paesi, cioè è assurdo
possa tendere a eliminarsi da sé col sui-
cidio, ma che continuerà far pagare cara
agli anarchici e ai sindacalisti libertari,
come pure i comunisti e socialisti since-
ri, continueranno farcela pagare molto
cara la nostra pelle». «In questo c'è un
filo di logica, perché essi dicono che i
fini giustificano i mezzi. Lo stato accen-
tratore non potrebbe cedere le sue «ge-
rarchie del privilegio», le quali affilano
le armi per offendere o difendere — que-
ste possono cedere solo sotto l'imperio
della forza rivoluzionaria — il suo orga-
nismo federalistico che il proletariato si
concretizzerà adeguatamente all'organiza-
zione del «Comunismo Libertario» come
abolizione di ogni classe dominante.
La organizzazione del proletariato la si
deve credere di trovare nel sindacato che
tende al benessere orizzontale della so-
cietà, noi diciamo che ciò sarebbe possi-
bile l'estinzione dei privilegi e delle
guerre fratricide con l'abbattimento dello
stato, naturale che la sua frantumazione
dev'essere totale, altrimenti finiremo
sempre come i marinai di Kronstadt. Se
il movimento Anarchico e gli anarcho-
sindacalisti sono già arrivati alla fase
dell'urto decisivo, gli anarchici, senza
perdere un minuto, debbono entrarvi
nella A. I. T., aiutarla al rafforzamento,
quindi bisogna liberarsi dalle tendenze
errate, coadiuvare le masse nell'indicare
imprese costruttive, servirle col pensiero,
agendo separatamente da coloro che ten-
dono alla dittatura, se vogliamo che il
movimento stia saldo sulla strada che
conduca agli scopi fondamentali dei la-
voratori. Questo è il compito fondamen-
tale, l'unico compito dell'anarchismo di
oggi, se vogliamo essere preparati nella
prossima fase rivoluzionaria. In questo

casi si finirebbe altrimenti sempre per
conglobarsi nello stato, e quindi di nuo-
vo e sempre il tiranno sul collo. In ogni
caso, con facile e permanente pericolo
della universalità marxista.

Il proletariato ne sarebbe la vittima.
La dittatura del proletariato ne paghe-
rebbe le spese, come è avvenuto sotto il
dominio della religione cattolica apostoli-
ca romana.

Perché ciò è nella natura delle dit-
tatura anche s'è fosse proletaria. Tali di-
ritti sono affermati sulla carta; ma
nell'attuazione, delle libertà di autodeci-
sione è una menzogna, per cui non raf-
forzerebbe la prevista libertà, ma real-
mente distruggerebbero ogni voce di
giustizia veramente proletaria.

Noi con la rivoluzione degli anarchici
coordinata sui principi dell'anarcho-sin-
dacalismo non vogliamo conquistare lo
stato: anche demolendo dalle fondamen-
ta la Stato borghese non vogliamo con-
servare lo stato; voliamo demolire esso
pure, esso che è il supremo istituto
vecchio parassitario del regime borghese.
Vogliamo distruggere lo stato borghese
e lo stato proletario che lo sostituisce
dopo la rivoluzione, se non riuscissimo
ad evitare l'affermazione di esso. Spia-
nare lo stato, come tanti sono d'accor-
do, non si può avere dei risultati effec-
tivi, quando si continua a lavorare den-
tro di esso.

Ogni via di mezzo, ricordiamolo, sci-
vola nell'accomodamento del posto che
l'individuo rivestito sotto qualsiasi ordine
sociale che appartiene all'idra statale,
nella transazione, nell'opportunismo, gli
uomini snaturano il compito essenziale
della libertà proletaria.

Il proletariato non può conoscere che
la propria legge naturale e la propria giu-
stizia, la quale non può essere realizzata
e garantita che entro la struttura della
A. I. T.

L'economia non avrà competizioni di
lotta fra il capitalista privato e ne di
stato, ma saranno esclusivamente con-
quiste di studio tecnico da ricercarsi.

ASSANDRI LUIGI

Profonda lotta dei lavoratori di Bari per il diritto di vivere per liberarsi dallo schiavismo

L'azione decisiva dei lavoratori di
Bari negli avvenimenti del 24 e 25
agosto 1962 porta la stessa insegna
e stessa caratteristica dei fatti di
Genova, Reggio Emilia e tante al-
tri Centri; porta la stessa fisionomia
dell'azione a fondo degli operai
torinesi di recente distintosi il 7, 8,
9 luglio ove è emerso la vera unità
dei lavoratori, senza distinzione di
categoria o mestiere. «In Torino
nella lotta di Piazza, vi era il me-
tal meccanico, l'edile il manovale,
l'operaio qualificato e specializzato,
vi era pure parte di popolo che con
chi lavora ha diretti rapporti». «Quello
dell'inte sa per raggiungere
un benessere, una vita degna ed in
rapporto al progresso. Questo è il
concetto unitario delle lotte avvenu-
te e di quante si prevedono in avve-
nire.

Hanno voglia di gridare teppis-
mo, provocatore, ed altre fesserie del
genere, quei signori che hanno una
immunità parlamentare da difende-
re. Ma, sanno pure questi signori,
che i lavoratori hanno individuato
bene dove sono «teppisti, i provo-
catori, e, la maggior conferma l'han
data con l'ultima recente lotta af-
rontata i lavoratori di Bari ai quali
inviamo la nostra solidarietà, il no-
stro appoggio morale, il nostro ausi-
lio affinché «L'azione e i fatti di

Alla opinione pubblica e ai lavoratori

Ripercussioni della azione operaia è il
vasto movimento di scioperi rivendica-
tivi e di solidarietà che i lavoratori han-
no sostenuto uguali, e che non ha ter-
minato, farci acquistare maggiore cos-
cienza della nostra forza, degli ostacoli
da vincere e della ragione che ci assiste
in difesa del nostro pane, al domandare
l'aumento del salario e propugnare per
i nostri diritti libertari.

Il regime ha incastrato il colpo della
classe lavoratrice unita, che con la sua
azione diretta, ha posto in evidenza le
tari del franchismo, e la sua ipocresia e
la sua debolezza. Non si è dimostrato
ardito Franco appiccicare forte, perché
sente che amplia cappe della società che
sono stati i suoi complici durante lun-
ghi anni lo abbandonano; perché già non
confida ne dell'esercito, timoroso di
quei soldati facciano causa comune con
il popolo; perché tutta la opinione na-
zionale ci ha accompagnate e ci accom-
pagna nella nostra lotta, anche non si
decida pure a partecipare in quella di-
rettamente, et perché, in fine, tutto il
mondo, nel trascorso di queste settime-
ne, ha tenuto mappa la occhiata in Spa-
gna. La opinione internazionale, per do-
vere, si ha manifestato al nostro lato,
esprimendoci la sua simpatia e solida-
rietà.

Però la repressione sadica, inquisitri-
ce, l'incalzare feroce, sopra tutto dopo
di che si ha rianodato il lavoro nella
maggiore parte di luoghi, si farà sen-
tire e si estende. Chiamiamo all'atten-
zione del mondo intero sopra la repres-
sione che attualmente si esercita in
Spagna. Per la minaccia e per la coa-
zione, per la intimidazione individuale e
famigliare, se pretende affogare in va-
no la ribellione. Le sinistre brigate spe-
ciali, assecondate per la polizia arma-
ta e per la guardia civile, impudente-
mente o con dissimulazione, non impa-
ranno fiutare, di inquisire, di interroga-
re, detenendo a centinaia di persone,
maltratando a quelli che le viene il ca-
priccio, perseguitando i nostro fratelli
che si sono dimostrati più attivi duran-
te gli scioperi, molestando a quanti so-
no vittime di infame denunce che pos-
sano aver prestato aiuti morali o mate-

riali ai nostri e alle nostre famiglie. I
comitati ordinati, le rappresaglie delle
imprese, patrocinando parte di quelle
per la confabulazione di queste con la
propria polizia e gli stessi gerarchi sin-
dicali maltrattati, stanno all'ordine del
giorno. I processi si istituiscono e fun-
zionano più tardi i tribunali — alcuni
funzionavano già — per dare esempla-
rità e servire di rinsavimento, con le sue
sentenze e condanne, dettate anticipa-
tamente per pressione di quelli che fino
alla giustizia tradizionale e di classe de-
gradante e prostituiscono.

In molti posti, al rianodarsi il lavoro,
le imprese hanno esigito che si firma-
no nuovi contratti annullando gli an-
tichi diritti e vantaggi acquistati. Pro-
tettori della forza stipendiata, al servi-
zio degli interessi e degli sfruttatori, il
vile egoismo e la insaziabile rapacità
della borghesia, con cecità incomprensi-
bile, che denota come vive ignorante
della evoluzione che si opera nel mon-
do, continua manifestandosi con cocciu-
taggine. Burlando tutto il principio di
equità sociale se vogliamo che la fame
cerca di impadronirsi dei nostri focola-
ri; ha inumano impegno in che non pos-
siano uscire da questo inferno di pri-
vazioni e di miseria... Si considera esa-
gerato per quelli che tengono le sue cas-
seforti di capitali piene e realizzano fa-
bulosi affari, per le camarille di gene-
rali e gerarchi che coprono soldi e sala-
ri splenditi, il che un operaio guadagna
un salario minimo di 160 pesetas, e vor-
rei alcuni che militano dei fratelli no-
stri, che percepiscono salari molto più
inferiori all'indicazione, quando posso-
no lavorare, già c'è in Asturie, in Ga-
licia, in Extremadura, in Castilla, in
Andalucia, in Cataluña, in Aragon, etc.,
seguiranno il passato ad essere lupi mor-
ti di fame.

FRANCO E LA SUA CAMARILLA
SONO RESPONSABILI

Se il capitalismo e le istituzioni che lo
sostengono sono i causante di quella in-
giustizia continua regnare nel mondo,
come regna in tutti i paesi dove lo Sta-
to e Capitale formano corpo compatto,
sono direttamente responsabili del regi-
me totalitario che soffrono gli spagnoli
Franco e la sua camarilla.

Le cose non possono continuare così.
Noi e le nostre famiglie, i lavoratori,
hanno diritto a vivere e a vivere decen-
tamente. Lo tiene il popolo, vessato e
schernito. La situazione si fa e si farà
ogni giorno più insopportabile. La eco-
nomia spagnola non può rianimarla il
franchismo. E egli un regime che ne al
medesimo capitale internazionale spira
fiducia e si presenta come un disturbo
nella evoluzione della attuale congiun-
tura europea e mondiale.

Il nostro movimento rivendicativo è
irrespirabile. Non solo è ingiusto: fino
a quando può sopravvivere fisicamen-
te?... se il fatto è indispensabile. Facciamo
privazioni umane che passano il
limite.

Gli scioperi rivendicativi pesa a tutti
ma han dato il suo frutto positivo. Essi
devono continuare, senza che faccia
breccia in noi la repressione. L'appog-
gio dello studente, della gioventù, di tut-
ta la popolazione spagnola, se ira è ren-
dere fermo, fissare o fermare in modo
stabile... Pure nella solidarietà interna-
zionale.

In tutti i paesi del mondo civilizzato
i lavoratori tengono diritti al dichiara-
rsi in sciopero. Pel illegale che la consi-
dera il regime, abbiamo da seguire fa-
cendo di questo diritto, scacciare la
pressione dei cani fedeli di Franco, dei
gerarchi sindacalisti. La iniziativa
dev'essere formata da noi medesimi, dac-
ché la base, negli centri industriali, nel
campo, in tutte le parti.

Uniti, abbiamo la possibilità di farci
prevalere le nostre rivendicazioni imme-



Gli agenti che accerchiano ai operaio

(Pasa a la pág. 6)

CHILE LARGO Y ESTRECHO

De mal en peor

No sabemos por qué regla de tres una sociedad tan caduca y desgraciada como la presente sobrevive año tras año sin variación ninguna que represente un alivio para los que sufren. Gobiernos van, gobiernos vienen, de izquierda, de derecha o de centro, absolutistas o «liberales» y la cosa pública no cambia; el puchero del pobre, del que trabaja, día a día se hace más exiguo. Ahora mismo, con dos años o más de antelación para el cambio constitucional de gobierno, los políticos de todas las tiendas preparan ya los viejos cuentos presentados, como siempre, con mantel nuevo, pero eternamente basados en los mismos condimentos. Los bruños de la actualidad no han hallado todavía el elixir que los distinga de los que viven o vivieron más allá de lo más recóndito de todas las selvas que en el mundo han sido. Mas eso es otro cuento.

Lo real es que todas las promesas y todas las ilusiones que llenan durante una temporada pre y pos eleccionaria el cráneo de las multitudes, se vienen abajo una y otra vez como castillos de naipes, produciendo más y más necesidades que jamás se ven saciadas, en aras del autoritarismo reinante. Produce algo de irritación el manifestarlo con repetición al parecer cansina, pero no hay más remedio que hacerlo o callarse y aguantar servilmente, cosa ésta, la última, que estamos dispuestos a hacer los que anhelamos mejores días para una humanidad digna de mejor suerte. «¿Digna?» — exclamarán algunos —. Cada pueblo tiene el gobierno o estado social que se merece. Bueno, puede que la frasecita encierre algo de verdad; pero es que las más de las veces a los pueblos no se les permite darse el régimen de vida social en convivencia que merecen y entonces... la cosa se presta a amplia discusión, sobre la cual pasamos, por esta vez, en silencio.

Periodo por periodo gubernamental que se ha ido sucediendo cada seis largos y pesados años, hemos constatado un casi absoluto derrumbe de la economía popular y el desenfreno de las clases privilegiadas, que se nos presentan poseídas de un inconsciente afán «revolucionario», sin desearlo, ya que al paso que vamos, ni en Chile, ni en el mundo entero autoritario restará lugar para que los millones de hambrientos adquieran a ningún precio la más imprescindible satisfacción calórica que les permita continuar subsistiendo. Es tal el acaparamiento de riqueza que las leyes consienten a los ahitos, que la propia insaciable ambición de los mismos, si ya no de otra manera, por su propio pero en la balanza de la economía mundial, los conducirá al desastre, al reparto, a la hecatombe de vidas y haciendas. Porque si es cierto que la «avaricia rompe el saco», es imposible que una corriente negrera que sin cesar desemboca en las arcas de los diferentes monopolios particulares o estatalizados, no conduzca al rompimiento más estrepitoso que jamás se ha visto. ¿Sería eso una revolución? Sin duda alguna; revolución sangrienta, preparada, propiciada y realizada desde arriba, pero revolución en el estricto significado del término.

Desgraciadamente no puede existir verdadera revolución que venga en beneficio de todos y cada uno, en tanto ella no sea conscientemente sentida y llevada a cabo por los encargados de realizarla. Es ésta y quizás ninguna otra la causa principal del malestar que sufrimos.

¿Por qué entonces son tan escasas las voces netamente revolucionarias de la actualidad, tanto aquí como en el resto del mundo? No puede ser otra que una recrudescida ceguera colectiva la que impide ver que siendo única y sola la salida que el hombre tiene por delante, sea ésta desechada y mistificada por casi todos los que se dan infulas y se proclaman a diestro y siniestro revolucionarios. Podría también pensarse que es el miedo a la revolución — evolución natural que hoy ha llegado a su clima — lo que retransmite los impulsos, degenerándolos a un tiempo, de cuantos presienten la gravedad del instante que nos ha tocado en suerte vivir. De lo contrario no se reconocerían tantas defeciones en el campo de los adelantados, ya que no es posible pensar que los retrógrados vayan a ser quienes comprendan más y mejor que quienes se oponen o pretenden oponerse a todo

atasco y viraje hacia la abismal caverna.

¿Es posible continuar sosteniendo a sangre y fuego o a como venga unos estatutos «sociales» creados para hacer más cruenta y difícil la vida de la total mayoría? Nos parece sinceramente que ello no es posible en un mundo adentrado en la llamada Era Atómica. No pocos imaginan — mal o bien — que la energía desencadenada, por ley natural tiene que conceder al hombre su libertad. Toleramos las opiniones en ese sentido, pero nos permitimos dudar de que la libertad y el bienestar pueda ser dado «naturalmente», ni artificialmente tampoco, desde las alturas del dominio colectivo que son las que se han apoderado de todo lo relacionado con la ciencia moderna, no para mejorar las condiciones del mundo, eso está a la vista de cuantos no sueñen, sino con el nefasto fin de intentar lo imposible: elevar más y más, hasta el infinito, el grado de sumisión y excesivamente padecida por las multitudes.

Todo eso tiene que trizarse. Esto lo hemos comprendido ya sin posible escapatoria. El mundo autoritario se viene al fondo de la marea humana, se destruye de una u otra manera, por sí mismo o por causa del embate genital de los amantes de la libertad. Mas lo que produce algo de inquietud malévola es el hecho de no apreciar debidamente clara la acción conjunta de los que a base de un esfuerzo constante han despertado y permanecen alerta frente al posible resultado de este cruel galimatías capitalista-estatal que nos destruye. ¿Podrá liberarse la humanidad al fin y al cabo de su propia trizadura de alas que tan a punto está de producirse? ¿Cae en el abismo para siempre o dispondrá de la «nave planetaria» que le permita saltar y elevarse hacia la perseguida meta ideal concerniente con el indesmentible anhelo de felicidad que el ser humano alimenta desde lo más íntimo de su naturaleza? Esa es la cuestión, el problema, lo difícil de sopesar y analizar.

De todos modos, nuestro puesto en la lucha activa está patente, sin que nadie pueda intentar desconocerlo. El problema es global y lo menos que se puede hacer es disminuirlo, concentrándolo a un determinado territorio. Esto es tanto como decir nacionalismo puro y uno de los más podridos sostenes del presente estado de cosas, es precisamente ese nacionalismo disfrazado que no pocos echan sobre el tapete de su vegetar.

UN LIBRO SIEMPRE ACTUAL
QUINET
por Felipe Alaiz
Ediciones SOLI
5,00 N.F. ejemplar

Un folleto que todo joven debe leer:

«LA VIDA DE
RAUL CARBALLEIRA»
de Víctor García

Giros y pedidos a Roque Llop,
24, rue Ste-Marthe, Paris (10)
C C P 1350756

90^e anniversaire du Congrès de Saint-Imier

Camarades libertaires :
Vous n'ignorez pas que cette année est le 90^e anniversaire du Premier Congrès des internationaux antiautoritaires qui fut célébré le 15 septembre 1872 à St-Imier (Jura, Suisse).

A cette occasion, nous avons l'intention de réunir des camarades de toutes nationalités afin de marquer cet événement historique par une manifestation internationale.

Les camarades qui sont d'accord avec cette initiative sont priés de se mettre en contact le plus vite possible avec le correspondant ci-dessous. Des membres du Comité préparent

Las epopeyas de la Historia

Jalando los anchos senderos de la historia, tremolan en el tiempo y tienen vigencia presente las heroicas gestas humanas que en el mundo han sido, porque ellas esculpieron en el alma de los hombres los arrebatos de los pueblos, como el escultor trabaja en su mármol, hasta darle el soplo vital que lo transforma en obra de imperecedera belleza.

Como hacia un oriente de renovadas auras, los hombres marchan dejando atrás las generaciones que los precedieron, poseídos de inquebrantable fe en un ideal de amor y de justicia que parece llamarlos desde el fondo de las edades futuras. Y son sólo los tocados de heroicidad los que encuentran el sendero expedito, porque como el mítólogo Orfeo llevan el fuego en el corazón y el brío y la intrepidez en el brazo desnudo. Los demás, los débiles y los conformistas, caen de bruceos en el camino como enredados niños que tropezaron con insalvable obstáculo.

De la aurora al crepúsculo, toda la vida humana se agita en un volcán infinito sobre la faz de la venerable tierra. Todo instante es combate en la batalla inmensa contra la tiranía y cada combatiente de la libertad ha de velar sus armas sin descanso.

Las alas de un fascismo rojinegro planean sobre el mundo como un presagio de abyección y tiranía y sobre la vieja y gloriosa Iberia sacia sus apetitos bestiales, desgarrándola.

Pero la víctima no se da por vencida y se defiende; herida y desgarrada bajo las zarpas malditas, muere y se agita con furiosos de leviatán encadenado.

¡Titanes españoles: no enfundéis vuestro acero...!

Que arda la España anarquista iluminando con su antorcha los caminos del mundo, por los que habrán de huir los últimos genizaros de la tiranía. La clarinada del combate ya está dada y es como un gigantesco grito que llena la península de sonoridades libertarias. En las ciudades y en las minas late la insurrección. El miedo se desvanece como una sombra importuna y los hombres del pueblo levantan sus ojos «hacia la parte do se eleva el sol».

Ya no caben vacilaciones. En la lucha que se avecina, como en la talá del bosque: golpe seco y hacha hendida. Más allá del tiempo siempre quedará la huella de la epopeya sobre el tronco carcomido del alcornoque que se jactaba de ser presuntuoso roble.

Hoy no caben términos medios: ser o no ser, insuflando al huracán valor y fe para que sea devastador y apocalíptico sobre el tremedal de la infamia: Tiempo y energías tendremos para reconstruir lo necesario y valedero.

El miedo jamás fundó nada porque derrumba la voluntad de los hombres. Fué el coraje, y no el miedo, quien descubrió a América. El miedo anula y mata al coraje, que es pasión en el corazón de las multitudes indómitas.

Y la Iberia de siempre ha sido madre de libres y valientes que nunca se dieron por vencidos, retomando una y mil veces los caminos de la libertad que las fuerzas de la regresión pretendieron taparles.

Pueblo nacido para las grandes epopeyas de la Libertad, sobre sus rebelías se ensañaron los más crueles despotismos en un inútil intento de someterlo y domesticarlo. Desde Numancia a Sagunto y desde Cartagena a Ma-

drid, el pueblo hispano ha demostrado siempre que es insomitable.

Tierra de Quijotes y de Espartacos, los césares laureados o mitrados nunca estuvieron seguros sobre el curul de sus ambiciones vesánicas. Una y cien veces ese pueblo se los sacudió de sus hombros para aplastarlos como alimañas ponzoñosas.

Decir epopeya hispana es decir alma alzada para una gesta de libertad. Y decir libertad en España ha sido siempre jugarse entero contra los inquisidores del pensamiento y contra los torturadores de la carne proletaria. Decir libertad en España, ha sido siempre poner el pecho a las hordas del sable y la sofana. Por eso, las epopeyas de la historia tienen en el calendario de este pueblo las más heroicas y trascendentales páginas.

Y hoy, como ayer y siempre, el corazón batallador y el espíritu anárquico de ese pueblo, como un nuevo Ave Fénix se levanta de su postración y su miseria y pide cuentas al tirano de turno. Como en la leyenda bíblica, pregunta al déspota: «Cain, ¿qué has hecho de tu hermano?», se siente amedrentado y temeroso de la lealtad de sus esbirros y empieza por tolerar las primeras manifestaciones de ese pueblo rebelde que empieza a acorralarlo amenazante.

Pueblo para todos los peligros y para todos los imprevistos por ser gestado en la matriz del trabajo y las necesidades, su grito de libertad tendrá acento bakuniniano y su accionar tendrá resplandores de purificador incendio. Será como decíamos: en la lucha, como en el bosque, golpe certero y hacha hendida hasta la entraña de la tiranía.

Y por encima de los siglos, siempre quedará la huella de su heroísmo, como un luminoso rastro de su epopeya.

PASCUAL MINOTTI

Alla opinione pubblica e ai lavoratori

(De la pág. 5)

date : Salario minimo garantito di 175 pesetas per tutti. Diminuire delle sussistenze. Ribasso degli affetti. Soppressione di imposte per i lavoratori. Riforma agraria. Ridistribuzione della ricchezza in bene comune della società. Diritto di sciopero. Libertà di espressione del pensiero, di riunione, di associazione. Amnistia per tutti i prigionieri politici e sociali.

CONQUISTARE LA LIBERTÀ,
OBIETTIVO PRIMORDIALE

Però ai che dare spintone al regime di Franco, lavoratori. Lo stato di cose più caotico di quel che oggi esiste non può venire, e per lo meno se la classe lavoratrice e il popolo spagnolo stanno alla altezza della sua missione storica.

Una formidabile mobilitazione popolare volontaria e energica s'impone. Innanzi alla sua pressione, il franchismo, per più che s'impenna fare fronte, non appena potrà resistere. Lo sciopero generale dovrà essere la nostra arma prediletta. Mille dei lavoratori, agitati per un medesimo sentimento libertario, alzandoci unanimemente in Spagna, disposti alla lotta con tutte le conseguenze, conseguiremo la caduta del tiranno.

La equita, la trasformazione sociale, una nuova era libertaria dovrà aprirsi il cammino, condizione indispensabile della rinnoiazione del paese.

¡Lavoratori! Popolo spagnolo: il movimento scioperistico ha sventato i pilastri del regime. Franco sa che questa permanenza è condannata.

«La fonte degli agnelli!» Tutti per uno e uno per tutti contro il tiranno e il suo regime, perchè in Spagna rinasca la libertà e la giustizia, ad opera del popolo è il nostro dovere risorgere.

Confederazione Nazionale del Lavoro
Spagna, giugno 1962.

(Manifestini di propaganda libertaria — e della CNT —, di lingua spagnola)
Tradz.: Assandri Luigi.

une brochure, ainsi que d'autres documents pour l'information des participants.

Des discussions sont prévues pour les 15 et 16 septembre avec les points suivants :

I. L'Historique de St-Imier.

II. L'orientation du mouvement face aux dictatures en Europe.

III. Eventuelles résolutions et projets du travail sur le plan International.

Comité de Défense des Fédérations Anarchistes.

Adresse : Case Postale, 44, Eaux-Vives. Genève (Suisse).

¿Qué hace y a dónde va el nuevo obrerismo norteafricano?

Cuando los países africanos del Mediterráneo adquieren su independencia política no nos entusiasma tanto como cuando vemos surgir a la arena de las luchas sociales nuevas Organizaciones que en Argel, Orán, Túnez y Calablanca movilizan grandes multitudes obreras que ayer mismo eran pasto de las viejas concepciones colonialistas de la sociedad burguesa e instrumentos al servicio de las oligarquías políticas de turno.

Anteriormente a la independencia estas organizaciones de tipo proletario existían en los tres países citados, pero arrastraban una vida lánguida, estéril, ligadas como estaban a la estructura orgánica de lo que se denominaba «la metrópoli». Conocemos, en directa, el caso de la C. G. T. de Orán, en la que preponderaba visiblemente el elemento musulmán, incluso en sus dirigentes, pero en el fondo respondía a los dictados y oportunismos políticos del Partido comunista y, en última instancia, de la S.F.I.O. Recordamos ahora las manifestaciones públicas del primero de mayo en las que resaltaban el «turbante» y la «chilaba», con sus banderas rojas al frente, y algún que otro escaso núcleo de ferroviarios o albañiles europeos, que parecían ir cumpliendo un penoso deber por cuanto que no habían asimilado los grandes principios universalistas, antirracistas, que informaban las luchas del proletariado militante a principios de siglo. En medio de la masa obrera musulmana los compañeros «europeos» parecían los invitados de piedra. Todo aquello daba la impresión de algo mecánico y, en el fondo, ficticio. Los cuadros dirigentes de la burguesía (más activos, sagaces y concretos) habían logrado imponer su «ley moral» permitiendo la parodia de las masas sindicales autóctonas en movimiento, pero desmeduladas, amorfas, ignoras, frias, predisuestas a servir los objetivos políticos de los «jefes» metropolitanos y no los suyos propios, en tanto que clase explotada y engañada por los grandes propietarios extranjeros e indígenas, que de todo había en la viña del Señor.

¿De dónde vienen y a dónde van estas multitudes obreras musulmanas que ahora se agrupan bajo las siglas de Confederación Nacional de Trabajadores marroquíes, Unión General de Trabajadores Argelinos, e ídem, ídem de Tunisia?

Su origen está casi historiado en esas cuatro líneas. En realidad la clase obrera musulmana no tiene pasado, tradición, historia. En los años anteriores a la guerra de España, la intensa actividad desplegada por algunos militantes anarcosindicalistas que recalaban en el Oranesado, perseguidos por la vesania de patronos y gobernantes ibéricos, permitía abrigar grandes esperanzas en la plasmación del espíritu revolucionario y la conciencia de clase del pueblo argelino, ya que el elemento europeo — permitásenos esta terminología racial para situar bien las cosas — se esforzaba por influir moralmente y orientar por el camino de la verdadera emancipación a sus hermanos los trabajadores musulmanes. Algunos elementos vinieron a los centros de SIA, confraternizando de corazón con los mejores militantes confederales de la época — el viejo Manuel Pérez, Martorell, Giner, Lozano, etc. — pero las grandes ideas están «condenadas» a plasmar en núcleos pequeños, y, naturalmente, aquellas esperanzas se esfumaron pronto. Fue un espejismo del momento, una llamarada de ilusión. Cuando terminada la guerra social de España llegaron al puerto de Orán varios barcos cargados de combatientes antifascistas, de mujeres, ancianos y niños, de militantes obreros en desgracia que habían ofrendado todo a la causa nobilísima de los explotados del mundo, acudieron — ¡es cierto! — centenares de personas a manifestar su sincera solidaridad con aquella triste masa de vencidos, de exilados, de proscritos. A pesar del cordón de gendarmería y largas filas de senegaleses, con bayoneta calada, que se interponían severamente entre la multitud y los «refugiados», y empleando diversos medios, a cual más ingenioso y expuesto, todos los días llegaban a la cubierta de los navios muchísimas barras de pan, botes de conservas, de leche, cigarrillos, paquetes de ropa y golosinas para los niños. Triste es decir que entre toda aquella buena

gente no había ni un solo moro, a no ser algún curioso.

No se descubre el Mediterráneo si afirmamos que el concepto antifascista tenía ya mucho auge en todo el mundo. La guerra de España había señalado a los pueblos el destino que los esperaba. El fascismo italiano inició su ofensiva imperialista invadiendo y masacrando a un pueblo africano inerme: Abisinia. Las organizaciones obreras españolas (1934) CNT y UGT expresaron su más viva protesta y estaban moralmente al lado de los súbditos del «Negus». La Alemania de Hitler, presa de sus ambiciones continentales, marginaba — aunque no renunciara — a la conquista de colonias por razones de oportunismo político y estrategia. Franco en España, después de haberse servido a placer de las ignorantes masas rifeñas para aplastar al pueblo español, no ocultaba el propósito insolente de ampliar sus posesiones en Africa, adueñándose del Oranesado y ocupando, de hecho, Tanger. Para nadie era un secreto que el Jilifa de Tetuán, íntimo y leal colaborador del «trono» marroquí, había prestado su ayuda entusiasta a los designios de Franco, e incluso se dijo que coqueteaba servilmente con los servicios secretos hitlerianos en la cuenca mediterránea.

¿Conclusión? Que de toda esta madeja tremenda y un tanto abyecta de jilifas y «tronos», de dirigentes políticos y sindicales, de generales, dictadores, nazis, franquistas, negociantes y armamentistas, han surgido algunos hilos de colores que ahora exaltan cantan y encantan a las multitudes dominadas por la mística de la independencia.

En cuanto a la clase obrera de lengua musulmana enrolada en esas nuevas Centrales sindicales que ahora surgen al ruedo con mucho brío y divisa, quisié-

ramos saber realmente a dónde van en el aspecto social, económico y moral. Porque no vale llenarse de pomposos «slogans» de antifascismo, socialismo y anticolonialismo — cuya fabricación es barata en un país como Rusia que los sirve a todo el mundo en función de los beneficios políticos que ella pueda nacionalmente obtener — si en la práctica no se demuestra con hechos reales, vivos, convincentes. Uno de ellos podía consistir en patentizar que el concepto antifascista no es una cosa prestada, sino el sentimiento nuevo y franco que agita el corazón de los obreros revolucionarios de Casablanca, Orán y Argel. De la misma manera que se lucha sañudamente con los elementos considerados colonialistas y fascistas dentro del territorio nacional, igual debe hacerse, a nuestro juicio, con aquéllos de la misma naturaleza que en países vecinos no sólo menosprecian, intrigan y conspiran contra esos nuevos pueblos, sino que aún detentan trozos de territorio que no les pertenece y que conquistaron, antaño, a sangre y fuego. En ese caso palmario se halla la España de Franco con respecto de Marruecos y de la propia Argelia. Si el Mogreb ha puesto ardoroso empeño en arrancar a la República Francesa sus posesiones de Túnez, Argelia y Marruecos ¿por qué no hace lo propio con el Estado español, que en razón de su contextura fascista y su nefando historial rifeño resulta mucho más inicuo y despreciable? ¿A qué se debe el que Ceuta, Melilla, Ifni y Río de Oro sigan en poder del colonialismo franquista, limitándose los dirigentes marroquíes a hacer reclamaciones inocuas en los salones de la ONU? ¿Cómo se justifica la parquedad, la fría parquedad, en la ayuda a los militantes negros y blancos que luchan también contra el colonialismo fascista de Sala-

zar, llegando, incluso, a negar el derecho de asilo al capitán Galvao y otros liberales portugueses que quieren restablecer en su país los nobles principios de la libertad y de la justicia? ¿Por qué no se presta una franca y larga colaboración a los desterrados políticos y sindicales españoles que no han cesado el combate después de 24 años por el derrocamiento del «caudillo» — verdugo legionario del marroquí — y que histórica y socialmente se negaron siempre a secundar las empresas de dominación y explotación de las oligarquías reaccionarias españolas en tierras de Africa?

He ahí, a nuestro entender, una buena ocasión y un gran deber a llenar por las entusiastas multitudes obreras musulmanas que ahora siguen las banderas de la Unión General de Trabajadores Marroquíes, e ídem de Tunisia. Desde los Sindicatos, desde la tribuna, prensa y radio su voz autorizadísima debe dejarse sentir en todo el país, exigiendo de gobernantes y dirigentes una política efectiva, una acción firme y resuelta frente a las dictaduras fascistas de la otra ribera del Mediterráneo, y un apoyo y una solidaridad verdaderas a los movimientos que luchan en el exterior por la liberación de esos pueblos sojuzgados — España y Portugal —.

Es de esa forma que las nuevas organizaciones obreras nacidas de la independencia podrán demostrar, prácticamente, que el concepto antifascista no es una palabra vana, exótica, y que son dignas, por su entereza, destreza y franqueza, de hermanarse éticamente con sus filiales hermanas de todos los países.

CONRADO LIZCANO

ACTUALIDAD COMENTADA

EL BRASIL EN LA ENCRUCIJADA

Las fuerzas conservadoras y reaccionarias en el Brasil, como en todos los países latino-americanos y de otros continentes, defienden encarnizadamente sus intereses. En apoyo de sus privilegios, recurren a todos los medios. Y en la mayoría de los sitios las fracciones militares son instrumentos de las potencias económicas que dirigen el juego.

En el Brasil, la injusticia es tal, que todo clama a la revolución. El pueblo siente la necesidad de que las estructuras sociales se renueven y cambien. aguijoneado por las necesidades insatisfechas, manifiesta su impaciencia y da muestras inequívocas de combatividad, aunque confie demasiado en las promesas de algunos personajes políticos de izquierda.

Quadros, con su escoba, no pudo barrer a las fuerzas conservadoras, que se oponían resueltamente a toda reforma radical. A Dantar se le cerró el paso a la presidencia por el mismo clan. La camarilla conservadora, desde el parlamento y con el apoyo de los golpistas militares, prontos a movilizarse, se había propuesto hacer capitular también al presidente Goulart. Las masas obreras brasileñas han intervenido, declarando la huelga general, en la que han participado 12 millones de trabajadores, y con su peso han hecho retroceder de momento la intención reaccionaria.

Sin embargo, con Goulart o no a la presidencia, y ni aun con un Parlamento lleno de representantes de izquierda, la suerte de las masas populares brasileñas no cambiaría sensiblemente.

Es hacia las realizaciones socialistas donde debe ir el Brasil resueltamente, para salir de la deplorable situación en que se encuentra. Desde el terreno parlamentario el socialismo no puede verse realizado. Las masas obreras campesinas e industriales del Brasil, para obtener satisfacción mínima han de recurrir necesariamente a la acción revolucionaria, sin miedo a que se les califique de pro-comunistas. La bandera de la revolución social deben enarbolarla por sí mismos todos los pueblos de la América Latina, antes de que sea demasiado tarde y de que los totalitarios

rojos o blancos se adueñen mayormente del terreno.

INESTABILIDAD ARGENTINA

Los países de América latina nos presentan inequívocas muestras de que los gobiernos no gobiernan, sino de que están dirigidos y gobernados por las fracciones.

La realidad social se impone a lo político. Donde no se realizan las transformaciones económicas y sociales indispensables la estabilidad de los regímenes y de los gobiernos se hace cada día más precaria.

Si el régimen que sucedió a Perón en Argentina hubiera llevado a cabo un cambio profundo en las estructuras sociales, facilitando a los trabajadores, a las clases populares, lo indispensable que precisan, ni peronistas ni comunistas hubieran conseguido contar con la fuerza que actualmente cuentan en ese país.

El conglomerado clérigo-militar, que junto con otras fuerzas, al parecer tenía la pretensión de imprimir un ritmo «democrático» a la política argentina, en lo que corresponde a los hechos, poco de positivo puede presentar. El feudalismo en el agro, las oligarquías económicas y financieras, siguen campando a sus anchas.

Guido es prisionero de los militares como lo ha sido Frondizi. Todo equilibrio «democrático» normal está descartado por ahora en la Argentina.

Las fuerzas llamadas «democráticas» en Argentina, mientras la deuda pública alcanza cifras astronómicas y la economía argentina sufre uno de los más serios colapsos, para no asustar a

Las asociaciones se fundan generalmente en la cooperación libre, cosa más apropiada a la naturaleza humana y a los fines sociales.

RICARDO MELLA

★

Para mí la República es aún poder y tiranía.

PI Y MARGALL

las clases conservadoras y a los potentados, quisieran contentar al pueblo con promesas y limosnas. Esto ha de ser fatal.

Entretanto, la demagogia comunista y peronista extrema sus notas. Y se puede ver como un Framini, líder del ala izquierda del «ajusticiado», ante el Congreso Sindical de Córdoba reclama «la nacionalización de las Bancas, la expropiación sin indemnización de los grandes feudos agrarios, la planificación rigurosa de la producción industrial», objetivos esgrimidos como plataforma de propaganda que prenden en los mismos medios populares argentinos y que no dejan de surtir sus efectos.

DE GAULLE EN ALEMANIA

Nadie podrá negar que, aunque protegido en su recorrido por centenares de guardianes, el presidente de la República Francesa ha sido acogido en Alemania «con todos los honores». Y entre sencillas gentes se habrá ganado una parte de simpatías.

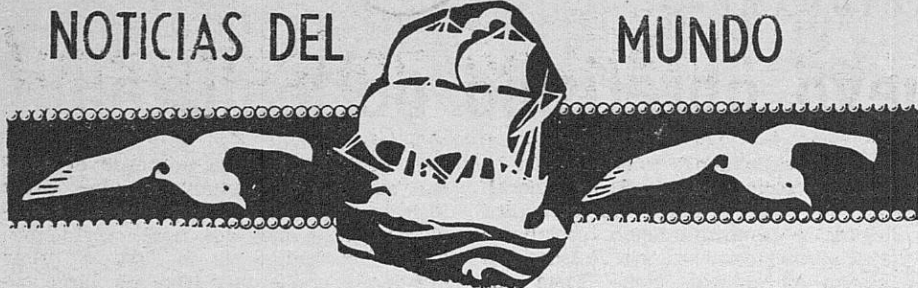
Pero quizás es en las mismas esferas oficiales de la Alemania de Bonn, en los medios militares y financieros donde la política de «fraternidad» franco-teutona encuentra sus frias y calculadas resistencias.

De Gaulle quisiera colocar a Francia, y colocarse él, a la cabeza de una Europa que concibe a su manera. Pero Adenauer y los grupos políticos y económicos teutones, sin querer desairarle, prestan oído más atento a los sonos de las músicas de otras partes. El eje París-Bonn está condenado. Dentro de la Europa en construcción difícil, Alemania sigue su vía y su camino, que no convergen indispensablemente con el del general de Gaulle.

Son los pueblos europeos y no los Estados europeos quienes pueden realmente fraternizar. Y para ello se hace indispensable que los trabajadores tomen la iniciativa, pues mientras en cada país sigan dominando el capital y las fuerzas estatales, la unidad y la fraternidad europeas será sofocada.

PALAFOLLS

NOTICIAS DEL MUNDO



URUGUAY

Existe una seria crisis en ese país. En cuatro meses han cerrado 1.300 comercios en Montevideo. Se calcula que la producción ha bajado en 50 millones en relación con años anteriores. En el campo, la producción agrícola se ha estancado en sus rubros fundamentales y en otros está en franco retroceso. Los desocupados superan la cifra de cien mil trabajadores.

La declinación de la industria textil se inició en 1959, y ha continuado con los decretos de libre importación y supresión de los convenios bilaterales.

El mercado interno, reducido ya por el descenso del poder adquisitivo de los sectores urbanos, agravado por la desocupación de otros gremios como los de la construcción, la metalurgia y el calzado, y el exiguo ingreso de las masas campesinas, se ha agravado más aún por la competencia de mercancías extranjeras, que entraron a Uruguay al amparo del decreto de libre importación y hasta de contrabando.

El déficit presupuestario de 1961 será de 200 millones de pesos y se estima que el de 1962 alcanzará 350 millones.

Es así, con la desastrosa administración de los gobiernos y de los políticos, como los pueblos, encerrados en el marco del capitalismo y del estatismo burgués o proletario, no pueden salir de su atasco ni pueden hallar solución a los problemas que los agobian.

CUBA

Cuba ha suscrito con Rusia la ampliación del protocolo comercial entre los dos países para 1962, elevándose a 750 millones de dólares el volumen del intercambio. En virtud del acuerdo, llegarán a Cuba, desde Rusia 20 fábricas completas, además de las ya anunciadas, hasta un buque-tanque petrolero, aviones de fumigación, tractores, algunos millones de toneladas de materia prima para la creciente industria cubana y cientos de miles de toneladas de alimentos. La U. R. S. S. enviará a Cuba, 216 mil toneladas de trigo, 76 mil de harina, 90 mil de maíz, ocho mil de avena, 25 mil de cebada, 8 mil de frijoles, alimentos especialmente preparados para niños por 250 toneladas, 6.200 toneladas de carne de conserva, 1.300 de mantequilla, 10 mil de manteca pura de cerdo, 20 mil toneladas de aceite, 14 millones de latas de leche condensada, 23 millones de papas frescas y otros productos más.

El Instituto Nacional de Reforma Agraria anuncia que la cosecha de café del ciclo agrícola 1961-62 es la mayor de la historia cubana. El INRA ya ha adquirido, de los productores, 1.250.572 quintales, cifra que supera en más de 50 mil quintales la producción de 1959-60, considerada hasta ahora como el máximo.

BOLIVIA

Una misión boliviana suscribió en Praga un convenio con la empresa checoslovaca Technoimport para la construcción de una fundición de antimonio en Vinto, departamento de Oruro. Con anterioridad, el Gobierno de Bolivia había rechazado una propuesta que para este fin presentó una empresa norteamericana.

CHILE

Algunas disposiciones oficiales tienden teóricamente a poner en marcha la Reforma agraria.

Acción, sí, directa, como revolucionarios en sentida lucha contra todo lo anormal existente. Contra toda dictadura, totalitarismo todo, contra el dogma en general; contra el militarismo escuela fraguadora de inhumanas y fratricidas guerras, contra el capitalismo que sostiene en beneficio propio todo ello. Contra el Estado, sea del color que sea, redoblemos nuestra ACCION.

(Del « Boletín Interno », Cuarta y Quinta Región Ródano-Alpes) FIJL, número 94, septiembre)

Esta se basa en el concepto de función social de la propiedad y sus objetivos básicos son : 1. — Dar acceso a la propiedad de la tierra a los que la trabajan. 2. — Mejorar los niveles de vida de la población campesina. 3. — Aumentar la producción agropecuaria y su productividad (es decir, no sólo el rendimiento global, sino el rendimiento por hombre activo).

La dificultad principal de la Reforma no será legislativa, sino financiera. Y esa reforma agraria lentísima y escamoteada no pasará de mero paliativo. El problema fundamental de miseria e injusticia en el agro chileno continuará subsistiendo.

BRASIL

Mientras miles de campesinos se mueren de hambre, la comisión parlamentaria, con toda parsimonia se ocupa de la creación del Instituto Brasileño de Reforma Agraria.

Un proyecto sustenta como única solución una revisión de las estructuras jurídico-sociales y económico-financieras que propicie el incremento de la producción, mediante la utilización y explotación sociales y racionales de la propiedad agrícola, la mejor organización y extensión de las zonas agrícolas y el mejoramiento de la vida de la población rural. Luego establece que ninguna propiedad agrícola podrá tener más de 20 hectáreas en un radio de 30 kilómetros en torno a cada ciudad, a partir del límite suburbano. Las propiedades agrícolas o rurales expropiadas por interés social serán distribuidas obedeciendo a criterios igualmente sociales. Las expropiaciones se efectuarán teniendo en cuenta el precio histórico de la propiedad, el precio de las mejoras en ella realizadas y la desvalorización de la moneda y podrán ser indemnizadas mediante títulos de reforma agraria emitidos por el gobierno con plazos de 20 años e intereses del 4 por 100 anual.

Con tantos legalismos, en lugar de una revolución efectiva que ponga término rápidamente al desastroso estado de la población campesina brasileña, la reforma agraria en ese país queda inicialmente saboteada y permanecerá estancada.

ARGENTINA

La deuda exterior argentina se eleva a 2.621 millones de dólares. De este total, el Banco Central debe 679 millones, el gobierno y las empresas estatales, 1.757; las provincias, 111 millones y los particulares 72 millones.

Y al pueblo, al que se le debe todo, y que es el que produce, suña y trabaja para mal comer, nadie le saca de sus apuros. Entre tanto, en Argentina, como en otras partes, curules, militares y agiotistas perciben pingües negocios.

GRAN BRETAGÑA

El intercambio comercial con los países del bloque socialista de Europa Oriental — la URSS, Polonia, Checoslovaquia, Bulgaria y Rumania — ha aumentado considerablemente. Las importaciones de Gran Bretaña provenientes de esos países se han incrementado en un 60 % en el curso de los seis años, elevando su valor, de unos 99 millones de libras esterlinas en 1956 a 105 millones en 1961.

Alemania Occidental, el principal competidor del Reino Unido en la exportación a numerosas regiones, le aventaja claramente en Europa Oriental, zona a la que el año pasado hizo ventas por valor de 250 millones de libras esterlinas, en contraste con los 105 millones ídem de ventas británicas a esa región.

Para la Alemania de Adenauer, como para la Inglaterra de Su Majestad, los negocios son los negocios. En ellos los USA y otros Estados tampoco se quedan cortos, en medio de los altos y bajos de la guerra fría.

EKIS

MITIN INTERNACIONAL

El 22 de julio, organizado por la CNT francesa (Vie Union Régionale), se celebró en el Palacio des Sports de Toulouse, un gran mitin internacional, conmemorador del 26º aniversario de la Revolución española.

Acudieron a este acto centenares de trabajadores, que testimoniaron una vez más su simpatía y su incondicional solidaridad hacia los pueblos español y portugués y demás pueblos oprimidos del mundo.

Presidió el compañero Nan, de la CNT francesa e hicieron uso de la palabra los compañeros André Respaüt, Yves Peyraut y Germinal Esglesas, secretario general de la AIT.

No disponiendo de mucho espacio para más amplia reseña, nos limitamos a reproducir únicamente unos párrafos de las vibrantes peroraciones de nuestros compañeros, acogidas con calor y entusiasmo por un público raramente tan numeroso.

VICTOR NAN, al abrir el mitin, manifestó que la finalidad del mismo era aportar la solidaridad del proletariado francés al pueblo español en la lucha contra la dictadura.

ANDRE RESPAUT : Reuniones como la que hoy se está celebrando mantienen el calor moral y son incluso un consuelo y una esperanza para los que las contemplan.

Hay que continuar la lucha contra los esclavistas y los inquisidores.

Muchas cruces y cristos hay en España cubiertos de oro y pedrerías. Pero si el verdadero Cristo resucitase y volviera a intentar la redención de los hombres, los inquisidores españoles volverían a hacerle remontar el Gólgota.

IVES PERRAUT : Interesa saber si el recuerdo del 19 de julio ha de pasar o no al museo de la Historia. Para contestar a las preguntas que se formula, cabe reconocer que el fascismo es hoy una realidad tan viva y tan terrible co-

mo en 1936. El combate continúa. Ayer se llamó España, Madrid. Hoy se llama Berlín, Postdam, Budapest, Argel, Asturias.

El análisis de la Revolución española nos demuestra la necesidad de una conciencia ideal y de una impregnación de las masas populares por doctrinas y tácticas libertarias. Esta es la mayor lección que debe extraerse de la Revolución española.

GERMINAL ESGLEAS : Este es el país de la Gran Revolución. Pero pese a los lustros y lustros del régimen democrático en que le ha sido dado vivir al pueblo francés, hoy aquí también se perfila una amenaza fascista.

El fascismo existe latente en todos los pueblos del mundo. Debemos mantenernos vigilantes y apiñados, porque el enemigo acecha. El combate por la libertad es eterno.

La AIT es la única organización sindicalista mundial fiel al espíritu de la Primera Internacional, la que defiende y practica lo que fue su lema, su divisa : « La emancipación de los trabajadores ha de ser obra de los trabajadores mismos ».

El reformismo no ha podido destruir al capitalismo y al Estado. No ha podido realizar con métodos políticos, lo que renunció a obtener por medios revolucionarios.

Frente a todas las corrientes totalitarias, frente a todo lo que esclaviza a los hombres se precisa levantar bien alta la bandera de la libertad. Junto a ella hay que levantar la de la justicia. No basta con reformas. Hay que impulsar la revolución transformadora.

Es oportuno destacar y remarcar la grandeza y la proyección de la Revolución española de julio de 1936 hasta 1939. Fue ésta la primera revolución que quiso realizar de forma efectiva un ideal de libertad. Es ella la que señala camino, ruta hacia las transformaciones sociales definitivas.



Un aspecto de la Sala

BDIC

MADRE

Desde este rincón del mundo — un rincón como hay tantos iguales — te escribo, y como sienten también escribirles a otras madres, otros hijos, para decirte que tengo vergüenza de ti; que tu fuerza moral con la que me protegias desde niño, ha desaparecido en la caverna de los tiempos modernos.

Madre, ni siquiera te importa que mañana sea un monstruo sin razón, una masa errante con ojos, con sombras eternas sin horas ni espacios... y nada te importa, que en mí ser no vivan nunca más las palomas de mis manos fraternales.

No quiero ser nadie. ¡Deseo existir!, y saber que « yo » soy; que « yo » estoy y que pertenezco al monumento de la vida, y puedo ayudar a vivir.

Madre, lucha, lucha para que el ansia de poder de los hombres, la transformes en tu corazón, antes que la noche de las armas nucleares nos deforme, porque habremos de preferir bajar a la tierra profunda, y alimentar con la idea, desde el surco, y el agua, y el viento, el grano y otros granos del pan que se hará con levadura y paz interior.

Le Gérant : Etienne Guillemau

Imprimerie des Gondoles
4 et 6, rue Chevreul
Choisy-le-Roi (Seine)

Llama a otras madres; llama a las madres de Chile; llama a todas las madres, para que el río de las madres del mundo, sea el cauce de la hermandad y de la paz.

GRUPO FRANCISCO ASCASO
Santiago (Chile).

Prensa y publicaciones recibidas

- « Espoir ».
- « Le Combat Syndicaliste ».
- « Zenit ».
- « Umbral ».
- « Regeneración ».
- « Tierra y Libertad ».
- « Terra Lliure ».
- « Catalunya ».
- « Arbetaren ».
- « Buiten de Perken ».
- « O Libertario ».
- « Contre-Courant ».
- « Revista Internacional del Trabajo ».
- « Informaciones Sociales-OIT ».
- « World Labour News ».

- « Un Peuple martyr : l'Espagne », par « Igualador ». Ed. « Le Réveil ».
- « España hoy », por Victor García.
- « Solução anarquista para la questão social ». Errico Malatesta.
- « O retrato da ditadura portuguesa », por Edgard Rodríguez.
- « Boletín FIJL 4a y 5a Región » (Ródano-Alpes).

Las huelgas de España

Es una real sorpresa el hecho de que las recientes huelgas del proletariado español no hayan dado ya al traste con la tiranía nazifascista que ensangrienta a la Península. Fero lo primero es el principio, que el resto vendrá luego. Cervantes gustaba señalar que dar comienzo a una obra es tanto como tenerla medio terminada. Si esto es cierto, como lo es, la tiranía ejercida por el fran-falangismo toca a su fin. No cabe dudar de ello aunque se demore un poco más de lo deseado y aún de lo previsto y consecuente con todos los augurios. Un régimen que como todos los tiranos — Rusia, Cuba, China, etc., en la actualidad mundial — tiene estrictamente prohibido so pena de la vida el derecho a declararse en huelga y que por la valentía de los vilmente explotados se ve un día envuelto en una verdadera ola de ellas que alcanza a hacerse territorial, está condenado, y lo único que sorprende, lo repetimos, es la calidad gatuna del «caudillo» y su cuadrilla de privilegiados al por mayor, los cuales parecen tener más vidas que los gatos. Pero muchas más que tuvieran... la reciente experiencia les asestó golpe tan contundente que no resistirán o lo que viene siendo lo mismo: la tiranía de los «cruzados» no llegará a «barbuda», como lo pretendía.

Lo que ahora más importa es analizar los pormenores huelguísticos y encontrar el motivo esencial y de fuerza suficiente para que, pese a nuestro asombro, el régimen haya logrado capear el temporal por esta vez al parecer... Y no es necesario ser un pozo de sabiduría para descubrir dónde se encuentra el misterio, misterio que si algo tiene de lo mismo es el tinte que le proporciona el lugar de donde procede. Porque es preciso declarar rotundamente que la intervención en las huelgas de la clericala, con cardenales y curas a la cabeza, «por la gracia de Dios» una vez más ha venido a ser el mejor sostén del régimen en su hora cero. Negarlo sería tanto como reconocer la absoluta ignorancia de lo que significa declararse en huelga bajo la égida de una cuadrilla dictatorial que tiene, como en España, tomados todos los hilos de la vida y la muerte de los españoles. Practicar en esas condiciones la huelga general, no se hace cuando la misma se ve polarizada y enfangada por las miasmas de los sostenedores más acérrimos del régimen. Y estamos ciertos de que un movimiento parecido, en la tierra de la «dictadura del proletariado», por ejemplo, habría obtenido completo éxito, porque allí los ensotanados carecen del cinismo de los que habitan la Península y en un caso igual se habrían mantenido en justicia — su justicia — del lado que les correspondía, con lo que habrían por cierto hecho un papel, si bien honesto y éticamente — de acuerdo con su ética — justo, no por ello menos peligroso y perjudicial para la cuadrilla kremlinista. De eso estamos también seguros, por conocer el paño de la clericala peninsular y el de la rusa (ortodoxa).

Es verdad que el vaticanismo lleva dos milenios trabajando con más caras que un romboide, cuando de hacer frente a los acontecimientos político-económicos del mundo se ha tratado y se trata (en caso de gran actualidad lo representa el cubano, donde cohabita descaradamente con el castro-kruschevismo triunfante); pero en el caso español no hay lugar

a equivocaciones, ni a nebulosidades: la Iglesia no está con el proletariado, no lo estuvo jamás, ni lo estará mientras subsista, sino con todo el inundo y ensangrentado privilegio del cual forma parte en primera fila, por no decir delante de la primera fila. Al clericalismo le importa más que a nadie el sostenimiento hasta el fin de los siglos del nazifascismo peninsular, pues ello representa para él la esencia misma que le da vida asfixiante, el retorno a la caverna, no a la cavernícola Edad Media, sino mucho, muchísimo más adentro del fanatismo bestial todavía. Esto lo saben en España hasta los monaguillos. Y quien a estas alturas pretenda ignorarlo, ya puede ir preparándose un reluciente blasón de consentido.

«Puede en esas condiciones sostenerse un movimiento huelguístico de tanta profundidad y altura como el emprendido recientemente por los mineros astures, el que se fue extendiendo heroicamente por toda España, amenazante y recio, hasta el instante mismo de meter baza en el juego los purpurados? No, de ninguna manera puede ello ser concebido por cuantos alguna vez tuvieron algo que ver directamente con huelgas y luchas de barricada o de trincheras. El ánimo se le viene abajo al más pintado, en cuanto le pasa por la imaginación la aciaga idea de que los frailes se van a aprovechar de su sacrificio, del de sus compañeros de justa causa y el de la propia causa que los incita a la acción en medio de obstáculos tan incommensurables. ¿Seguir en la pelea cuando los ensotanados son los que han de llevar la voz cantante de la conquista a obtener? Absurdo y hasta estúpido. Se impone esperar mejor oportunidad para salir a la palestra, una vez clarificado el negro panorama. Y si las últimas huelgas no han dado al traste, lo repetimos, con el fatídico régimen contra el cual habían sido encaminadas, a eso y a ninguna otra causa se debe: a la cínica intervención del clero en «favor» de los obreros, intervención ésta, por lo demás, de forma y de palabra, que no de hecho, y confabulada en el fondo y con «todas las de la ley» con los mandones de turno que han sabido emplear la única arma posible para hacer frente a la acrítica avalancha que se les había echado encima. Esta arma no es otra que seguir las directrices — haberlas seguido — marcadas por el clero; hacer creer a ciertas gentes que efectivamente, los purpurados se habían «dado vuelta la chaqueta» y declarado enemigos del régimen o por lo menos, permitir que tamaña mentira tomase cuerpo y trascendiese a un grado lo suficientemente adecuado como para ser utilizado sin dilación, ni oposición de ninguna clase. Y con ello, la mentira, una vez más, ha servido para robustecer por el momento los pilares de un Estado que llena de ira y de vergüenza a cuantos lo padecen, incluso al mundo entero que se estima.

Sin duda que retornará la excitación huelguística al seno del proletariado español. Y bien pudiera ser que esa vez fuese la última. Para ello y si de verdad queremos contribuir con nuestros medios al éxito seguro de las mismas, obligados estamos a esclarecer, sin lugar a dudas, el terreno pisado esta vez por la Iglesia.

COSME PAULES

PSICOLOGOS Y OBSERVADORES

Yo sé a dónde voy. Si que lo sé, aunque haya quien no lo sepa. No me place criticar por criticar ni critico a nadie, y critico a la sociedad en su conjunto. No censuro tampoco a la idea, sino a los que tratan de pintarla con un barniz excesivamente cargado de pesimismo, poniendo por delante el mañana, como si alguien supiera qué ha de pasar en ese mañana que no existe.

Unir las voluntades para un hecho concreto es lo grande, realizarlo es la acción, la práctica, y para esto no creo que haya necesidad de esperar al mañana, sino obrar en el hoy: Trabajar con cariño y activamente para recoger pronto el fruto.

Mirar el futuro con cara de espanto, de dolor, de congoja, de angustia, produce horror, grima, exasperación. Tortura el pensamiento, le encoge, le encierra, le aplasta. No le queda otra luz que la minúscula que entra miedosamente por una estrecha rendija, que no da a la calle, sino a un patio vecino pequeño y angosto.

Nunca he considerado fácil lo que es difícil, pero siempre he procurado no cargar la nota de gris, de pardo, de negro, porque no amo la oscuridad ni espero del hoy lo que no puede darme. No me cargo la cabeza de pensamientos obtusos ni el estómago de excesiva comida, para que ambos hagan la digestión sin ningún trastorno. Soy aficionado a la luz y me gustan las cosas al desnudo.

Bueno, pero vayamos al grano. La idea de escribir este trabajo me la ha proporcionado la corriente que hay ahora entre los hombres que ven fantasmas a cada esquina. Estos hombres están obsesionados por una idea fija y todo lo demás no cuenta para ellos. Todo lo ven borroso, frío, tétrico, analítico... No encuentran nada que les haga pensar de otra forma. Se dicen psicólogos, observadores, experimentados, y por esa razón no saben salir de donde moran. Son reacios a la claridad y sólo siembran o tratan de sembrar en la oscuridad. Con tales elementos se corre el riesgo de suicidarse o de morirse uno de aburrimiento. Una conversación con ellos es hacer oposiciones a la locura.

Cuando por todas partes se ven fantasmas es señal de que no hay ninguno. Las mentes miedosas, escuálidas, son las que no están dispuestas a sacrificarse por el bien común, y son también las que propagan el recogimiento y no la acción; la inercia y no la actividad. Este cuadro es el más característico de toda labor del pesimista. ¿Puede creerse entonces en las teorías que proclaman a voz en grito lo contrario de lo que debe hacerse? No. Es un error pensar en semejante cosa. El hombre que se entrega a esta clase de investigaciones está perdido para lo demás.

Considerándolo desde ese punto de vista, no hay discusión en lo tocante a nuevos cauces de choques ofensivos y defensivos, porque no hay convencimientos.

Lo que es inverosímil es que broten del mismo cerebro ideas contradictorias en la forma y en el fondo, ya que se hace incomprensible defender la misma teoría que se ataca.

Más adelante, y dispuestos a entrar en el laberinto de las concepciones de los que afirman en la parte negativa lo que confieren de un resultado estatutario, obtenido en el decurso del tiempo,

es irrisorio el total que ofrecen esos trabajos de investigaciones sociales, porque hablando con toda la claridad, no dan ninguna luz nueva a lo hasta ahora conocido o descubierto en la mentalidad del hombre al servicio del potentado, y si los hombres de tales cualidades son los que han de indicar la nueva senda al mundo del trabajo, hemos caído entonces en el más cruel de los patibulos.

Hay orientaciones que no deben tomarse ni en consideración. Son nuevos retazos que quieren aplicar al vestido viejo a pesar de estar éste aún en buen estado de usarse. Retazos que al ser aplicados romperían con la ética y la estética, porque no cuadran ni en el fondo ni en la forma con sus finalidades. Si supiéramos de cierto hasta dónde llega el cuadrante de esas orientaciones, sabríamos también el punto final de sus propósitos, aunque como dice el refrán: «Por el hilo se saca el ovillo», y nosotros empezamos a hacerle ahora, le haremos bastante voluminoso, que hay materia para que no sea pequeño.

Es agradable que los hombres en un gesto de sinceridad comuniquen al exterior sus sentimientos, sus impresiones producidas por el desplazamiento habido de la vieja órbita del ideal; pero no es prudente afirmar cosas o hechos que no sucedieron, para crear en torno a esas afirmaciones unas desconsideraciones injustas, tratando de demostrar lo que no ha existido.

El hombre que sabe dónde va no necesita parecerse ni instrucciones de nadie, tiene sólidamente trazada la ruta de su destino y camina hacia él con la confianza de llegar. Pero el hombre que por diversas causas se aparta de los primitivos cauces de las ideas buscando aventuras para su medro personal o simplemente como mero descanso o alejamiento, al volver de nuevo al lugar que abandonó, se encuentra desorientado y emite juicios, si no disparatados, algo alejados de lo que es esencia del contenido.

Si uno pertenece a una organización, a un conglomerado de hombres con ideas claras, argumentos sólidos y hechos que justifican ideas y argumentos, no se comprende qué quiere decirse cuando se dice: «¿Sabemos a dónde vamos? Porque si no se supiera, los actos no responderían nunca a lo determinado en todo el curso de su historia.»

MINGO

(Viene de la página 10)

no resistiría ningún gobierno. Pero ambas acataron la vuelta al trabajo que más adelante ordenó la CTP.

A SALVO LA HERRAMIENTA OBRERA

También pararon en forma total, luego de la consigna central, la Industria Siderúrgica ubicada en Chimbote, y los trabajadores del petróleo (Talara), no obstante en este poderoso asiento norteño los «socialistas» trataron de frustrar el movimiento en el mismo acto de traición que los comunistas. Pero, con todo, en Talara pararon hasta los empleados.

No vamos a referirnos en detalle a las paralizaciones menores que, pese a todos los obstáculos, se registraron en diversa escala a lo largo y a lo ancho del territorio. Hemos citado las cuatro columnas vertebrales de la producción peruana (petróleo, azúcar, tejidos y acero) que respondieron con integridad y gallardía. Frente a ellos nada pudo la coacción oficial ni la amenaza patronal. La CTP hizo, pues, un cotejo de su fuerza en un minuto impropicio y dramático, apresurado y riesgoso. La respuesta fue afirmativa. Las bases respondieron más allá de lo que en tales circunstancias se había calculado. Con ellas se hubiera podido seguir indefinidamente.

(De «Jornada», Caracas. Órgano de la C. T. V.)

«LOS AHORCADOS DE VILLASIMONA»
GIOVANNI — GONZALEZ
DESCHAMPSEN

Voluminosa y sugestiva novela, en la que, con bastante originalidad, se rompen lanzas contra el actual estado de cosas del mundo y se abren nuevas perspectivas para la humanidad, tratando de valorizar ciertos conceptos del anarcosindicalismo.

Pleno Intercontinental de Núcleos de la C. N. T.

La CNT de España en el Exilio, había convocado para el 25 de agosto y días sucesivos su XI Pleno Intercontinental de Núcleos.

El Pleno empezó a las diez de la mañana del día indicado, celebrando sus sesiones en la antigua Facultad de Letras, Sala Sénéchal, de Toulouse.

Han estado representados directamente 21 Núcleos de la CNT exilada radicados en Francia; el de Inglaterra, el de Marruecos y otros de Europa, África y América lo han sido indirectamente.

Los delegados directos eran 44, además de los miembros del S. I.

Con carácter informativo han estado presentes delegaciones del Secretariado de la AIT, de la Comisión de Relaciones Intercontinental, de la FIJJ, de la CNT búlgara y del Consejo Nacional de SIA.

Han enviado sus saludos fraternales al Pleno la U. S. I. (Italia) y la S. W. T. (Gran Bretaña) y otras Secciones de la AIT. También la SAC, la Federación Libertaria Holandesa y la Unión General de Trabajadores en el Exilio.

Durante las deliberaciones del Pleno, que finalizó sus tareas el 29 de agosto, ha sido examinado y discutido, además del Informe de Gestión del Secretariado Intercontinental y de las direcciones de las publicaciones de la CNT, un interesante orden del día, parte del mismo dedicado a cuestiones orgánicas, a las de ententes y alianzas, a las relaciones con organismos internacionales, a aspectos de actividades con relación a la liberación de España, a iniciativas y proyectos de cultura y propaganda y a asuntos de solidaridad.

Varias importantes resoluciones ha

adoptado el XI Pleno Intercontinental de Núcleos, que concuerdan en general con las que fueron tomadas en el Congreso de Limoges de 1961.

El Pleno Intercontinental de la CNT de España en el Exilio confirma la vitalidad de esa Organización, que forma un todo con la que en España actúa en la clandestinidad, perseguida constantemente por el franquismo.

La constancia y la actividad de los militantes y afiliados de la Sección Española filial de la AIT es un ejemplo para todos los trabajadores del mundo.

Hoy más que nunca, en las horas cruciales que vive España, la CNT, organización sindicalista revolucionaria, de raíz libertaria, debe ser apoyada por todos solidariamente en su lucha a favor de la liberación del pueblo español.



BDIC

A.I.T.

ORGANO DE LA ASOCIACION INTERNACIONAL DE LOS TRABAJADORES
Association Internationale des Travailleurs — Associazione Internazionale dei Lavoratori — Internationella Arbetar
Associationen — International Working Men' Association — Internacia Laborista Asocio

REDACCION : AIT-CNT

Bourse du Travail, Place St-Sernin
TOULOUSE (H. G.)

MENSUAL BILINGUE ★ Año 34

AGOSTO-SEPT. ★ Núm. 54

PRECIO: 0,50 NF.—Un año 7 NF.

ADMN. Y CORRESPONDENCIA :

Esgleas, Joseph—AIT-CNT—4, rue Belfort
C C P 934-56 — TOULOUSE (H. G.)

LEER EN LAS PAGINAS
INTERIORES

- Las huelgas en España.
- A dónde va el obrerismo norteafricano?
- Actualidad comentada.

Remembranza histórica

El 90 aniversario del Congreso Internacional antiautoritario de Saint Imier, que tuvo lugar el 15 y 16 de septiembre de 1872, consumada la ruptura de la Primera Asociación Internacional de los trabajadores por las maniobras del Consejo Federal de Londres, actualiza en nuestros días la toma de posición histórica libertaria y marxista.

¿Tenían razón los bakuninistas en querer destruir todo poder político? ¿La tenían los marxistas en querer conquistar ese mismo poder?

Inoportuno pudiera parecer a algunos recordar la querrela. Pero el problema fundamental objeto de litigio existe, y quizá se halle agudizado. Hay un proletariado mundial internacionalmente dividido. Y la responsabilidad máxima de esa división —no sólo de la de 1872, sino de las posteriores y de la de 1947— corresponde al marxismo. La Federación Sindical Mundial, con sus ochenta millones de afiliados y la Confederación Internacional Obrera de Sindicatos Libres, aunque se digan organizaciones sindicales independientes, no reniegan del marxismo. Y es el grueso de la militancia que se inspira en las doctrinas de Marx y en las de su discípulo «genial» Lenin, que influye activamente en ellas.

La Internacional la querían los bakuninistas, los libertarios, como una organización libre, expresión consciente del proletariado militante, independiente de todo partido político y persiguiendo como fin la emancipación integral de los trabajadores, la transformación radical de la sociedad («la abolición de todo régimen de clase»). («La emancipación económica de la clase obrera es el gran objetivo al cual todo movimiento político debe ser subordinado como medio»). — ESTATUTOS GENERALES DE LA 1a. A. I. T.)

En el Congreso Internacional de La Haya —9 de septiembre de 1872— bajo la inspiración marxista fué aprobada una resolución casi exacta a la que había sido adoptada en la Conferencia Internacional de Londres, impuesta por Marx y por Engels. En esa resolución se dice textualmente: «En su lucha contra el poder colectivo de las clases poseedoras, el proletariado no puede obrar como clase, sino se constituye en partido político propio, distinto, opuesto a todos los viejos partidos formados por las clases poseedoras. Esta constitución del proletariado en partido político es indispensable para asegurar el triunfo de la revolución social y de su objetivo supremo, la abolición de las clases.»

En cambio, el Congreso reunido en Saint-Imier declaraba :

«1.º Que la destrucción de todo poder político es el primer deber del proletariado.

2.º Que toda organización de un poder político pretendido provisional y revolucionario para traer esa destrucción no puede ser más que un engaño y sería tan peligroso para el proletariado como todos los gobiernos que existen hoy.»

A la luz de las experiencias de las luchas de clases, de las luchas sociales, de las luchas revolucionarias y políticas de estos últimos cien años, ¿podría negarse que los hechos han venido a dar la razón a los internacionalistas de Saint Imier?

¿A dónde ha conducido en la U.R.-S.S. y en las «democracias populares» la orientación de «conquista del poder político»? Al totalitarismo lenino-marxista. ¿Y a dónde ha ido a desembocar la «conquista del poder político» por la vía democrática? A la colaboración de los partidos obreros socialistas con los partidos políticos burgueses, a la colaboración de los socialistas en los gobiernos, al lado de los católicos, etc., como ocurre en Bélgica y en Italia actualmente, por no citar otros ejemplos. La orientación marxista ha consumado internacionalmente el fraccionamiento y las divisiones sindicales y políticas de la clase trabajadora, ha minado fatalmente su solidaridad.

El pacto de solidaridad y defensa mutua del Congreso de Saint Imier, con esos resultados a la vista, tiene hoy, como ayer, actualidad. El gran objetivo de unidad internacional de los trabajadores del mundo, contra el cual han conspirado continuamente los partidos autoritarios, debe ser obra de los trabajadores mismos, al margen de todo partido político y afirmando una línea de conducta consecuente de acción directa y revolucionaria encaminada a la abolición de las clases y de todo poder. Ni gobiernos ni Estados. Libertad y administración de la sociedad y de las cosas, sin autoritarismo alguno.

Los acontecimientos del Perú

NO FRACASO LA HUELGA

Ya que se ha hablado de «fracaso» y para los que, sin antecedentes de la historia sindical mundial, esperaban el milagro de una paralización universal y mortal en el Perú de una vez y en pocas horas, veamos rápidamente dos de los principales factores negativos.

REPRESION

El estado de sitio y la represión se establecieron por sorpresa y en forma previa de varios días — por lo menos dos — a la orden de huelga decretada desde Lima y cuando ya existía en el país un paro — no político — del servicio de comunicaciones telefónicas. El golpe militar preveía el paro general y se apresuró a tomar las medidas más brutales para conjurarlo. Desde las primeras horas de la madrugada del 18 la policía persiguió a todos los líderes de la Confederación, de las Federaciones y de los Sindicatos, desconectando así a los dirigentes de sus masas, de sus bases, para luego desatar sobre éstas todo el peso de la coacción por el terror más acendrado. Las fábricas y principales centros de trabajo fueron rodeadas por vehículos blindados y soldados con bombas y armas automáticas. Los obreros que se reunían para deliberar eran disueltos con la embestida de feroces perros adiestrados por la policía de asalto.

De otro lado, los patronos industriales y feudales de la ciudad y del campo, en su casi totalidad, se plegaron al golpe, por adhesión ideológica o por miedo,



La tropa golpista invade el Parlamento peruano

y coaccionaron también a los trabajadores de manera directa amenazándolos con el despido en masa y la pérdida de todos sus derechos sociales, asegurándoles que podrían violar las garantías sindicales amparados en el estado de sitio y en el total apoyo de la Junta Militar a estos métodos, ya desusados en el Perú por los largos años de vida democrática.

TRAICION COMUNISTA

La traición comunista, también prevista, al movimiento sindical en un esfuerzo no inmediatamente social, únicamente patético. Los dirigentes de 51 sindicatos, algunos fantasmas, pero otros reales, visitaron el palacio del gobierno y prosternados ante los dictadores recibieron sus monedas para traicionar la huelga. Estos traidores controlan, en unión de los golpistas «belaundistas», la Federación de Empleados Bancarios. También algunas ramas de autobuses y transportes en general, de Lima. Estos, con los empleados de comercio, que son en su mayoría mujeres sin conciencia sindical ni política dieron a la ciudad sobre todo en sus zonas céntricas, ese ambiente de supuesta normalidad que equivocadamente impresionó a los corresponsales extranjeros.

Veamos ahora los grandiosos aspectos realmente positivos que los servicios de prensa inadvirtieron o descuidaron.

EL PARO

Desde muy pocas horas después del golpe militar, o sea casi 48 horas antes de que la CIP lograra hacer público su decreto de huelga general, dos centros nerviosos vitales de la producción, pararon espontánea, rotunda y totalmente el azúcar y la industria textil. Una huelga — total — que se anticipó a la directiva de la Central Nacional y que luego siguió hasta la orden de cese de la huelga. No está demás consignar que también los estudiantes de la Universidad Nacional, reviviendo las horas del nacimiento del Frente Único de Trabajadores Manuales e Intelectuales, paralizaron la actividad estudiantil al momento en que, por los mismos motivos, lo hacían los obreros textiles.

La paralización de las industrias azucareras — en el norte del país — y textil — en los alrededores de Lima — pueden, por sí solas, quebrar la economía nacional peruana y crear un caos que

¿Se puede vivir sin autoridad?

Si, decimos; se puede vivir sin autoridad. Decir lo contrario, sería tanto como ir en contra de nuestros principios, y declararnos ser unos utopistas, cosa ésta que no queremos ser.

Pero para vivir sin autoridad, tendríamos que vivir en una sociedad perfecta, en una sociedad donde el ser humano se descargue del lastre de prejuicios que lleva consigo. Sería indispensable que el hombre se impusiera una disciplina moral en todos los conceptos, y con esta disciplina moral, poderse dirigir libremente, sin ser mandado ni obligado por nadie.

Después, es necesaria la eliminación de toda clase de intereses particulares, los cuales crean la división, engendran el odio y hacen que el ser sea egoísta. Creo sinceramente que en los momentos que vivimos es difícil encontrar hombres que reúnan las condiciones necesarias para vivir la sociedad tan deseada, en la cual el ser sea dueño de sí mismo. A diario vemos cómo el más culto, el que podría orientar a los demás, se vale de su inteligencia para someter y avasallar al que no está preparado para defenderse, por lo cual, yo estimo que la tal inteligencia es totalmente negativa, según mi forma de pensar.

En este mundo atormentado en que nos debatimos, donde ciertos elementos se disputan la dominación del mundo ¿qué hacemos nosotros? Si la masa tuviera un resurgir y comprendiese que no es colocándose al lado de estos elementos como encontrará su liberación, nuestro objetivo lo alcanzaríamos fácilmente. Pienso que lo único que salvará al mundo y los valores humanos, es lo que tantas veces proclamó Tolstói, a saber: que se operase en los individuos una verdadera revolución moral, la cual engendraría la bondad necesaria para

alcanzar esa meta tan deseada por todos los hombres amantes de la libertad integral. La tarea es inmensa y duro el camino, pero yo, no veo otra fórmula. Considero que quedan muy pocos idealistas desinteresados y dispuestos a sacrificarse en pro de nuestras caras ideas.

Siendo la autoridad la enemiga del progreso, de la libertad, de la evolución de la humanidad; reposando sobre ella todas las armas mortales, todos los frenos que detienen la marcha de la libre emancipación de los pueblos, no importa su color o raza, estimo que es fácil comprender que se puede vivir sin autoridad, libre de ese cáncer que de innumerables siglos viene paralizando la acción viva de las minorías que luchan activamente para hacer comprender a los hombres el amplio camino de su liberación. Afortunadamente, echando una mirada retrospectiva, podemos constatar que se ha andado mucho en ese camino. Pero mirando de frente el problema, hemos de declarar honradamente, que los esfuerzos a realizar son inmensos. Que el Estado, apoyado por la Religión y el Capitalismo, trata de ahogar en sangre los justos anhelos de las organizaciones y los hombres que luchan por ese fin.

La Confederación Nacional del Trabajo, la AIT, que son el faro que ilumina esa lucha contra la autoridad, deben multiplicar sus actividades para dar a conocer sus finalidades por todos los rincones del mundo. Una vez más, digo y afirmo que se puede vivir sin autoridad, sin la autoridad armada, sin la autoridad represiva, sin ese zángano permanente que por defender un triste y asqueroso salario, se convierte en instrumento represivo contra las corrientes libres de los hombres emancipados.

PEREZ GUZMAN

(Sigue en pág. 9)